

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 15 juin 2022 CM N°2022-26/SGG

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 16 JUN 2022

1119

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mohamed Bazoum et le Mali

Avocat ou Procureur ?



**...Niger : Ousmane prend acte du verdict de
la Cour de Justice de la CEDEAO**



**...cultures fourragères et de valorisation
des résidus de récoltes : Les acteurs outillés !**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 Juin
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

526

Nouveaux cas confirmés

02

Nouveaux guéris

15

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

03 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
03 cas graves en soins intensifs
86 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 134

Guéris

30 302

Décès

736

dont 21 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.21



P.28



/ Une /



Mohamed Bazoum et le Mali : Avocat ou Procureur ?

P.5

/ Brèves /



Mali : Les autorités imposent des conditions à la MINUSMA

P.13

Mali : La France capture un haut cadre du groupe Etat islamique

P.13

Burkina : Les médiateurs de l'espace UEMOA plaident pour la levée des sanctions contre le Mali

P.14

Communiqué de la Maison de la Presse du Mali sur la sortie du Premier ministre dans l'émission Malikoura Taasira .

P.14

Déclaration du ministre de l'Economie et des Finances M. Alousséni Sanou, relative au lancement des travaux du dénombrement du cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5)

P.15

Réformes : Assimi crée une commission pour rédiger une nouvelle constitution

P.15

/ Actualité /



Promotion des cultures fourragères et de valorisation des résidus de récoltes : Les acteurs outillés !

P.18

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 15 juin 2022 CM N°2022-26/SGG19

P.19

Carte NINA des maliens de la diaspora : Le Ministère des Maliens Établis à l'Extérieur à pied d'œuvre

P.21

UBA Mali- Canal plus : Une solution novatrice pour le paiement des abonnements Canal

P.22

Diplomatie : Bamako de nouveau fréquentable pour les Etats-Unis ?

P.23

Épilogue de la présidentielle au Niger : Ousmane prend acte du verdict de la Cour de Justice de la CEDEAO

P.24

Mali : L'envoyé américain pour les affaires d'otages reçu par le Président de la Transition, Assimi Goïta

P.25

Guerre dans le Sahel : Les civils, cibles privilégiées des GAT

P.26

/ Politique /



De la rectification à la refondation : Les chiffres qui parlent

P.28

Dr Choguel Kokalla Maïga : « Mon bilan »

P.32

/ Culture & société /



Métier d'apprenti chauffeur : 24 heures chrono avec Modibo Coulibaly

P.36

/ International /



Africa CEO Forum à Abidjan : Le Chef de l'Etat a assisté à un Panel présidentiel

P.37

Yewwi Askan Wi au Pr (Sénégal) : « Il n'a qu'à sortir par la petite porte car il ne peut plus sortir par la grande porte » [Cheikh Tidiane Youm]

P.38

/ Sport /



MERCATO : Les premiers mots de Tchouaméni sous le maillot du Real Madrid

P.39

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Mohamed Bazoum et le Mali

Avocat ou Procureur ?

Interrogé au cours d'une rencontre avec la presse sur « la santé des relations entre le Niger et le Mali », le président de la République du Niger, Mohamed Bazoum s'est évertué à démontrer la constance de son soutien à son voisin tant au moment des crises politiques que des tentatives de sécession.

Ainsi dira-t-il « vous savez qu'en 2012 il y'a eu le coup d'Etat du capitaine Sanogo. Nous l'avons dénoncé avec beaucoup de verbe avec beaucoup d'engagements et personne ne nous avait fait de procès. Quand en 2020, il y'a eu un coup d'Etat au Mali, nous l'avons dénoncé et dans les deux cas, il y a eu des arrangements avec la CEDEAO et à leur suite les relations ont continué à être normales. En 2021, il y'a eu un deuxième coup d'Etat qui a brouillé les relations avec la CEDEAO avec le Niger notamment, à partir desquelles vous voyez tous les procès qui sont en train d'être faits contre

nous ». Le président Bazoum, par ces propos semble dire qu'il n'est mû que par ses convictions démocratiques qui ne sauraient s'accommoder de coups d'Etat. Attitude qui pourrait être louée sauf que le même Bazoum, avant de s'en mordre le doigt plus tard, a activement soutenu le coup d'Etat militaire perpétré contre le Général Ibrahim Baré Maïnassara par le président Mamadou Tandja. Y aurait-il « deux poids et deux mesures » ou de bons et mauvais coups d'Etat ?

S'agissant des tentatives séparatistes et des négociations qui ont conduit à la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger, Mohamed Bazoum s'est

dépeint en inlassable défenseur du Mali contre ses propres frères : « **Mais je voudrais vous dire quand en 2011 -2012, il y a eu des maliens qui ont voulu faire sécession, nous étions le pays qui avait été plus engagé pour les combattre. Ils sont pourtant nos voisins, ces gens du nord du Mali, nous les connaissons mais nous avons été, nous Etat du Niger, à travers la personne du président Issoufou et ma personne comme ministre des affaires étrangères à l'époque, ceux qui les avaient le plus combattus. L'Etat du Mali a chancelé, s'était presque effondré et nous avons été témoins du comportement**



d'autres personnes, nous n'avons jamais été ambigües. Nous n'avons jamais, en sourdine, eu des contacts avec ceux que nous avons condamnés dans leur entreprise de sécession de l'Etat du Mali. Nous avons été conséquents et nous avons défendu le Mali. Quand nous nous sommes retrouvés à Alger pour discuter de l'accord de paix, j'étais ministre des Affaires étrangères. J'étais le seul à avoir dit que l'article 6 de l'accord n'est pas acceptable. J'avais même exigé qu'on suspende les discussions pour donner la possibilité à la délégation malienne d'appeler ses autorités pour savoir si elles ont pris la mesure des implications des dispositions de l'article 6 qui dit que les conseillers régionaux sont élus au suffrage universel direct. Quand le président du Conseil régional élu au suffrage universel direct, il est le chef de l'exécutif et de l'Administration régionale. J'avais dit que ça s'appelle le fédéralisme et que les maliens ne doivent pas accepter ça. Ils ont suspendu pour 15 minutes et sont revenus nous dire non, ils savent ce que ça veut dire mais ils sont d'accord avec cette disposition. Je leur ai dit qu'elle sera difficile d'application et qu'elle va subvertir vraiment l'organisation administrative du Mali et qu'à ce titre, elle n'est pas acceptable. Donc, j'ai combattu pour l'unité du Mali, nous avons combattu pour l'unité du Mali en refusant la sécession. Nous avons combattu pour l'unité du Mali en acceptant le principe de nos grosses difficultés contenues dans l'accord. C'est avec cette éthique là qu'aujourd'hui encore nous

menons le combat pour que le Mali revienne sur les rails de l'Etat de droit, de la démocratie qui sont les gages de sa stabilité. Si nous sommes contre le Mali, ainsi que laisse à croire certaines propagandes, on nous aurait pris à défaut depuis déjà très longtemps. Nous sommes les seuls qui avons été particulièrement virulents contre le projet de sécession. Nous sommes les seuls qui nous sommes mis à dos nos frères du nord à l'époque de la discussion sur l'accord de paix. Et aujourd'hui encore, nous luttons pour que le Mali reste uni et que les autorités actuelles consentent les aménagements qu'on leur demande pour une transition qui va être soutenue par tous, qui va être inclusive et qui va jeter les bases d'institutions démocratiques à même de stabiliser le Mali et d'en faire un grand

partenaire dans notre combat commun contre le terrorisme ». Il ne serait pas honnête, sur le plan factuel de contester les prises de positions de Mohamed Bazoum, à l'époque ministre des Affaires étrangères du Niger et de son président Mahamadou Issoufou en faveur du Mali contre la rébellion au nord. Certaines de leurs déclarations ont même profondément irrité les autorités maliennes de l'époque et crée un froid entre les présidents Issoufou et Ibrahim Boubacar Keita. On se rappelle d'ailleurs qu'il a fallu une rencontre entre eux chefs d'Etat au Palais de Kouloba pour restaurer leurs bonnes et vieilles amitiés socialistes. En ces temps, force est de reconnaître que Bazoum était fortement applaudi au Mali pour ses prises de positions. Aujourd'hui donc, avec ses réponses suscitées et surtout son appel de Tera, Mohamed Bazoum semble mieux intégrer le fait que les sorts du Mali et du Niger sont intimement liés en toute matière et particulièrement en matière de sécurité. Comment en effet éradiquer la violence terroriste dans un pays quand le voisin peut servir de sanctuaire ? Comment vaincre les terroristes sans échange de renseignements entre forces de sécurité ? Pour toutes ces raisons, le temps est venu pour ces deux pays frères de « fumer le calumet de la paix ». En profitant des bonnes dispositions du moment pour tourner la page de l'incompréhension.

■ **Moctar Sow**



Jeune Afrique

jeune
afrique

La simple liste de leurs noms donne le la : Sankara, Ballon d'or, Rambo, Galactic, Arafat, Or blanc, Joseph Ki-Zerbo ou encore Mao... Certains d'entre eux disposent même de leur propre fan-club sur Facebook, à l'instar d'un lutteur ou d'une gloire du Mbalax.

Pendant plusieurs mois, le photographe Sylvain Cherkaoui s'est consacré aux ladoums, cette race ovine très prisée dont l'élevage est à la fois un art et une activité fort lucrative.

<http://ow.ly/5QP150Jy7KB>



L'Obs

L'Obs

La justice française soupçonne McDonald's, dans le collimateur du fisc français depuis 2014, d'avoir diminué artificiellement ses bénéfices en France au moyen de redevances versées à sa maison mère européenne basée au Luxembourg.



Assane Sidibe



C'était le samedi 5 juin 2022.

#Fonds social des députés de la C4#

- 18 nouveaux projets financés lors de cette 8ème Edition.

- Nous sommes au Total à 99 projets financés depuis la mise en place du fonds en 2020.

À ce jour, 90% des projets financés sont en activités et les 10% dis-

parus dans la nature.

Bientôt un reportage vidéo de témoignage.

Honorable Assane SIDIBÉ

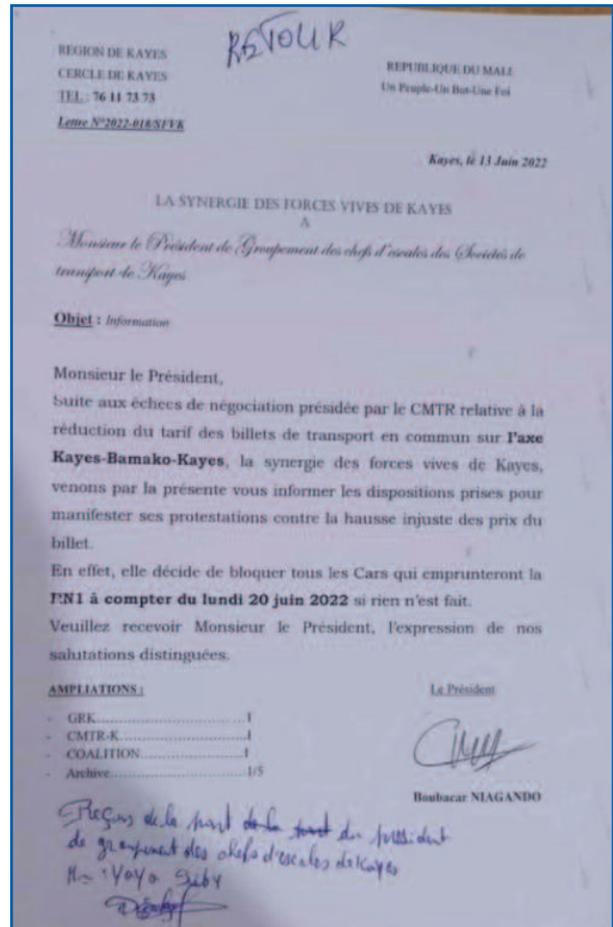


Moussa Doucouré



#Augmentation des #tarifs de #transports :

Les #Forces #vives de #Kayes menacent de #bloquer tous les #accès de la ville à partir du 20 juin prochain.



■ Bacary Camara



Clin d'œil..

Mme Alido camara dite Fifi, présidente de l'Association AMIE à NOISY-LE-GRAND

La foi musulmane pure et ardente permet à cette magnifique dame de la diaspora malienne à Paris, de prendre toujours la vie du bon côté. Elle a sans doute réalisé une grande part du chemin qui mène à la reconnaissance des siens, pour l'exaltant travail qu'elle ne cesse d'accomplir au quotidien au bénéfice des faibles et des personnes en situation de grande précarité. Et pour y arriver au bout de cette consécration sociale et médiatique, elle n'a vraiment plus besoin de forcer son étoile. A barika Allayé.

B.C



■ Nouhoum Togo



Au cours d'une interview, un journaliste demanda à Robert Nesta Marley son niveau d'études. Il répondit : "I didn't go far in my studies. If I had been to University, they would have taught me how to reason and I would have become a fool like many people around me."

Ce qui signifie : "Je ne suis pas allé loin dans mes études. Si j'avais été à l'Université, on m'aurait appris à raisonner et je serais devenu un imbécile comme beaucoup de gens autour de moi."

■ Gouvernement du Mali



Cérémonie funèbre : hommages rendus aux deux douaniers tombés sur le champ de l'honneur.

Le ministre de l'Économie et des Finances M. Alousséni SANOU a présidé aux noms des plus hautes autorités, le mardi 14 juin 2022 dans la cour de la Direction Générale des Douanes, la cérémonie funèbre en hommage aux deux agents des douanes décédés le samedi 11 juin 2022, suite à l'attaque du poste de contrôle PK11 dans la région de Koutiala.

C'est avec beaucoup d'émotion que les familles, les collègues des défunts, les représentants des Forces de Défenses et de Sécurité, le préfet de Koutiala, se sont inclinés devant la mémoire des illustres disparus Feu Nouhoun SANGARE contrôleur des douanes et Feu Bachar Ag IBRAHIM, qui étaient en service à la Brigade commerciale Principale des Douanes de Koutiala.

«En ces douloureuses circonstances, nous prions le tout-puissant pour le repos éternel de vos âmes martyrs. Puisses Allah vous accueillir dans son Paradis et nous donner la foi et la force nécessaire pour supporter cette épreuve. La Patrie éternellement reconnaissante. Reposez-vous en Paix !» a inscrit le ministre de l'Économie et des Finances dans le livre de condoléance ouvert en la circonstance. Après la marche funèbre des camarades de promotion des défunts, la lecture de l'oraison funèbre par le Directeur des Ressources Humaines des Finances et du Matériel de la Douanes et l'intervention du capitaine Moriba Doumbia du Service social des Armées, l'ensemble des participants à ladite cérémonie ont prié sur les corps des défunts, sous la conduite de l'imam Doucouré.

Le ministre est ensuite allé à la rencontre des familles des défunts pour présenter les condoléances des plus hautes autorités et les saluer pour le repos éternel de leurs âmes.

Très ému, le Directeur Général des Douanes, l'inspecteur Général Amadou KONATE a rendu hommage à ses collègues disparus en ces termes dans le livre de condoléance: « C'est avec des sentiments d'émotion, de colère et d'espoir que je m'incline devant la mémoire de nos illustres disparus, morts à la tâche pour la patrie, les armes à la main. Émotion au regard du vide que laisseront ces disparus pour l'administration des douanes, les veuves et les orphelins. Colère liée l'action barbare de ces bandits d'ignorants qui ne laissent derrière eux que de la désolation et de l'obscurantisme. Espoir, car nous, qui sommes restés, sommes prêts à porter haut le flambeau, de relever les défis ».

Conformément à la volonté de leurs familles respectives, les corps des défunts leur ont été mis après cette cérémonie officielle de prière et d'hommage.

Étaient présents à la cérémonie plusieurs hautes personnalités dont le Président du Conseil Économique social et culturel M. Yacouba KATILE ainsi que le Directeur général de la Police Nationale, le Contrôleur général de Police Souleymane TRAORE. Que leurs âmes reposent en paix.



■ Babisko Babisko



[ACCIDENT DE LA CIRCULATION]

Ce jour mercredi 15 juin 2022 vers 12h30, les secours du centre de Kati ont été engagés sur la RN3 à moins de 200 mètres du CS de Kati pour un accident entre deux motocyclistes.

Le bilan fait état de 03 victimes au total dont 01 mort.

02 Ambulances et 01 camion-citerne d'incendie du Centre de secours de Kati ont été mobilisées 12 sapeurs-pompiers étaient engagés sur les lieux.

Les victimes furent évacuées à l'hôpital de Kati.

DRPC Koulikoro.



■ EcoMatin



Les dépôts publics sont un bon coussin de sécurité pour les banques, mais avec la réforme du Compte Unique du Trésor en cours, les banques fortement corrélées sur l'Etat devraient être privées d'une bonne partie de leurs ressources.



■ Meilleure École du Sénégal



Nous passons tous par des moments où nous aimerions ne pas avoir à lutter. Nous éprouvons tous le désir de soulager nos douleurs et nos frustrations.

Mais sans ces douleurs et ces frustrations, tout commence à se sentir vide et sans signification.

C'est pourquoi les personnes qui ont du mal à définir le "but de leur vie" sont souvent les mêmes qui passent leur vie à éviter les difficultés.

Lorsque la motivation déterminante de votre vie est d'éviter les difficultés, alors vous perdez la capacité de vous sacrifier pour quelque chose.

Et sans la capacité de se sacrifier pour quelque chose, il vous est impossible de laisser un impact durable sur ce monde.

Les épreuves de la vie sont inévitables, ce qu'il faut éviter, c'est de laisser les épreuves vous abattre.

Ce qui vous arrive est normale, ça doit arriver, mais qu'est ce que vous faite ensuite ? C'est là où le changement s'opère

Toujours #lesuccesstularas



■ Adja Cissé



Le billet Hombori - Douentza est passé de 2000f à 10.000fcfa

#embargo #Djihad #Boni
#Douentza

■ Radio Guintan



C'est encore cet Homme qui s'appelle "SADIO MANÉ".

Après l'hôpital, le lycée et d'innombrables actes de soutien financier, Sadio Mané vient de permettre à son village natal d'avoir accès au réseau 4G grâce à son partenariat avec Orange Bambaly. Sans oublier la future station service grâce à un partenariat avec Oryx Sénégal.

Momo Chou Radio Guintan

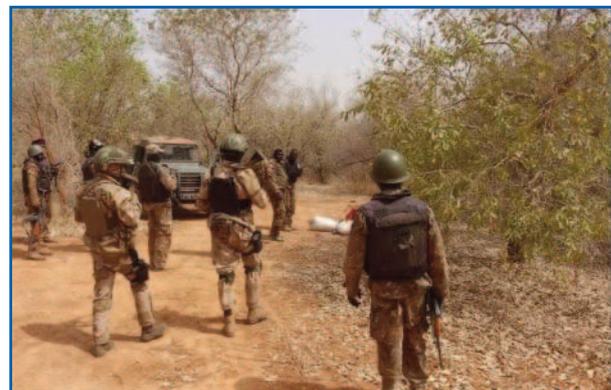


■ Fier D Etre Malien et Africain.



Bonne nouvelle

Depuis Douanza: l'armée malienne vient de récupérer une dizaine de véhicules (camions plateaux ridelles et Bennes) et du matériel dans le lot et du vivre) aux mains des terroristes (GAT) au cours d'une vaste opération de fouille dans la forêt de Serma, récupéré un dizaine de véhicules de GAT dont des camions plateaux ridelles et bennes.



■ Serge Daniel



#Mali-Presse-Silence Radio Pour protester contre "les entraves à l'exercice de leur métier", les journalistes et animateurs de radios de la région de Ménaka (Nord du Mali) ont décidé de ne pas travailler pendant 48 heures. Reprise du travail vendredi 17/06/2022...

Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière
 d'**INGÉNIERIE** et de **MANAGER**

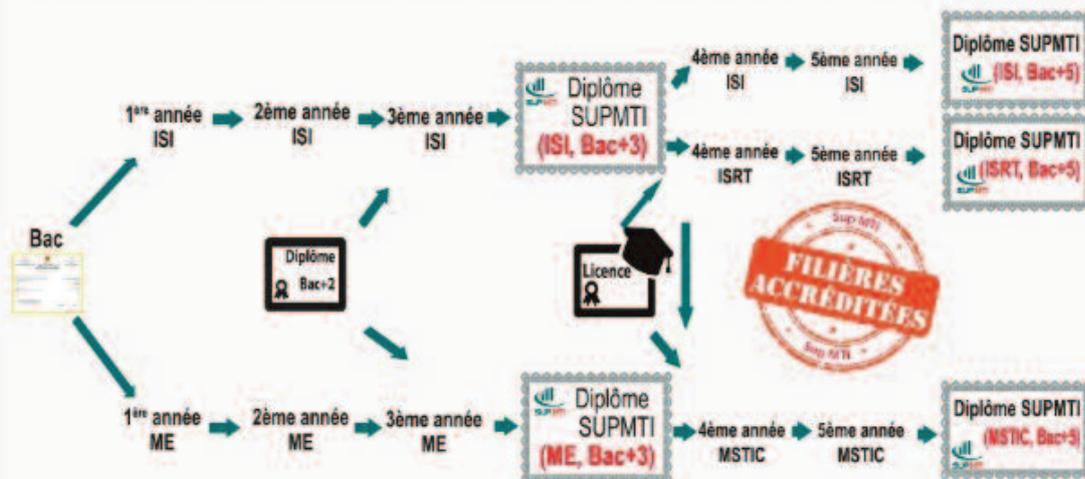
ÉCOLE DE MANAGEMENT

- ✓ Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- ✓ Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

ÉCOLE D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS

- ✓ Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE
 PAR LA FORCE
 DU GROUPE
 DES ÉCOLES
SUP MTI



Diplômes Bac+3 et Bac+5

Partenaires :



Certificats
 Internationaux :



Nationalités des étudiants de **SUP MTI Béni Mellal**



SUP MTI BENI MELLAL

Contacteur au Mali

Boulevard Hassan II,
 Quartier Al Adarissa
 (au-dessus du café voltaire)
 (+212) 612 993 056
 (+212) 5 23 42 22 33/34
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma
 @supmtibm
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10
 +223 698883 05/82017575
 mdoumbia1@yahoo.fr

Mali : Les autorités imposent des conditions à la MINUSMA



L'une des conditions est que la mission soit centrée sur la protection des populations civiles que le Mali estime négligées actuellement par la MINUSMA.

La relation entre le Mali et la MINUSMA présage un avenir difficile entre les deux parties.

Devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, El-Ghassim Wane, le représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali est revenu sur différents rapports de la mission onusienne qui pointent du doigt les violations des droits humains commises par les djihadistes, mais aussi parfois par les forces armées maliennes, les FAMA, soutenues par ce qu'il appelle "des éléments militaires étrangers".

UNE RELATION SUR FOND DE TENSIONS

De son côté, le gouvernement malien de Transition pose des conditions à sa future collaboration avec la MINUSMA. Abdoulaye Diop, le ministre des Affaires étrangères, demande ainsi que le mandat de la MINUSMA soit axé sur la protection des civils.

Fousseynou Ouattara, le Vice-président du comité de défense du Conseil National de Transition souligne les manquements de la MINUSMA dans ce domaine : "C'est plutôt du côté humanitaire parce que la MINUSMA est là à faire des marchés. Donc, ils entraînent les jeunes dans les business, mais sur le plan sécuritaire, la population nous demande de tout faire pour que la MINUSMA parte au plus vite. Souvent, on l'a soupçonnée de collusion avec les djihadistes".

Des allégations réfutées par le chef de la MINUSMA, El-Ghassim Wane : "Je dois dire que nous sommes face à un grand défi, mais il faut dire aussi que le travail que nous faisons est remarquable. J'ai pu voyager vers les endroits les plus reculés et partout où je suis passé, la population apprécie notre présence".

PEUT-ON IMPOSER DES CONDITIONS À L'ONU ?

Il n'est pas si fréquent d'assister aux négociations entre les pays membres de l'ONU et les Nations Unies sur le mandat d'une mission de maintien de la paix, même si les critiques sur l'efficacité de ces missions sont courantes.

Ulf Lessing, Directeur du Programme Sahel de la Fondation allemande Konrad Adenauer à Bamako souligne que "le Mali est un pays souverain qui doit consentir aux missions de l'ONU ou des forces étrangères".

"Les deux parties doivent s'entendre pour aller vers l'avant pour le re-

Mali : La France capture un haut cadre du groupe Etat islamique



Un important chef jihadiste a été capturé au Mali en zone frontalière par des soldats français, au moment où ceux-ci entrent dans la dernière phase de leur retrait du pays, a annoncé à l'AFP l'état-major français mercredi.

■ Dans la nuit du 11 au 12 juin 2022, une opération de la force Barkhane (...) a permis la capture d'Oumeya Ould Albakaye, haut responsable de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS)", a-t-on précisé de même source.

Le jihadiste, "un temps pressenti pour succéder à l'ancien émir" Adnan Abou Walid Al-Sahraoui, neutralisé par les Français en août 2021, "avait des compétences en termes de maniement d'explosifs", a commenté mardi soir à l'AFP une source sécuritaire. Albakaye était le chef de l'EIGS pour le Gourma, au Mali, et pour l'Oudalan, au nord du Burkina Faso, selon l'état-major. "Il a organisé plusieurs attaques contre différentes emprises militaires au Mali, dont celle de Gao. Il dirigeait des réseaux de mise en œuvre d'engins explosifs improvisés", a-t-il précisé. Il est jugé responsable d'un grand nombre d'exactions contre les populations maliennes et burkinabè.

La France est en passe de boucler son retrait militaire du Mali après neuf ans d'engagement, poussée vers la sortie par la junte au pouvoir à Bamako depuis août 2020. La dégradation des relations entre Paris et Bamako s'est aggravée ces derniers mois avec le recours par la junte à ce qu'elle présente comme des instructeurs russes, des mercenaires de la société russe Wagner aux agissements controversés en Afrique et ailleurs, selon la France et ses alliés.

Le jihadiste capturé "visait directement les axes de circulation empruntés par la force Barkhane pour conduire sa réarticulation hors du Mali", a expliqué l'armée française. La force antijihadiste Barkhane conservera le détenu quelques jours pour "une phase d'entretiens" avant qu'il ne soit transféré aux autorités maliennes, selon l'état-major.

Source : AFP

nouvellement du mandat de la MINUSMA", ajoute Ulf Lessing. C'est le 29 juin qu'une résolution des Nations Unies sur la prolongation de la MINUSMA sera rendue publique.

Source : DW

Burkina : Les médiateurs de l'espace UEMOA plaident pour la levée des sanctions contre le Mali



Le Premier ministre, Albert Ouédraogo a accordé, le jeudi 9 juin 2022, une audience aux médiateurs de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA) présents à Ouagadougou dans le cadre de l'assemblée générale de leur association, l'Association des médiateurs des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

L'Association des médiateurs des pays membres de l'espace UEMOA est venue au Premier ministre pour faire le point de sa 6ème assemblée générale qui s'est tenue à Ouagadougou du 6 au 8 juin dernier. « Nous avons, toute cette semaine, réfléchi ensemble sur les défis auxquels notre espace communautaire est confronté. Ensuite, nous avons renouvelé notre bureau conformément à nos statuts. Et nous sommes venus voir le Premier ministre pour lui rendre compte de tout cela », a déclaré Me Demba Kandji, Médiateur du Sénégal, porte-parole de la délégation des médiateurs de l'espace UEMOA.

« Nous avons, à la fin de nos travaux, adopté des déclarations tendant à donner notre point de vue sur la situation du Mali et les sanctions lourdes qui frappent ce pays. Nous avons demandé aux États concernés à lever ces sanctions au plus vite pour le bien des populations. Nous avons, dans une autre déclaration, tenu à marquer l'enracinement institutionnel de l'institution du médiateur de la République dans l'État de droit », a affirmé Demba Kandji.

« Le médiateur de la République est une voie de recours alternative, elle n'est pas la justice, elle n'est pas l'administration publique, mais elle permet au citoyen d'obtenir gain de cause par un recours au droit ou par un recours en opportunité. Pour les deux cas, nous avons obligation de nous intéresser à la vie de nos États en termes de sécurité, en termes de bon fonctionnement de l'administration pour rassurer le citoyen et l'emmener à être d'avantage fidèle et à faire d'avantage confiance à son administration. Sans cette confiance, il n'y a pas de légitimité de l'action publique », a rappelé Me Demba Kandji.

A l'entendre, le Premier ministre, quoi qu'au même niveau d'information qu'eux en ce qui concerne le rôle des médiateurs, leur a prêté une oreille attentive.

Par ailleurs, Me Demba a fait savoir qu'en tant que médiateurs, ils ont l'obligation, en marge de leurs travaux, de réfléchir sur les défis auxquels

Communiqué de la Maison de la Presse du Mali sur la sortie du Premier ministre dans l'émission Malikoura Taasira .



C'est avec stupéfaction et indignation que la Maison de la Presse a suivi l'interview du Premier ministre dans l'émission Malikoura Taasira diffusée le lundi 13 juin 2022 sur la chaîne nationale.

À la question d'un confrère sur l'indexation de l'aide à la Presse au budget de l'Etat (question qui est d'ailleurs évoquée dans un projet de décret sur la table du gouvernement depuis plusieurs mois) , le Premier Ministre s'est livré à un exercice de désinformation de l'opinion publique. En effet , le Premier Ministre a déclaré que des journaux l'ont qualifié de voleur dans le traitement de l'information sur la question de l'aide à la Presse. Nous nous inscrivons en faux par rapport à cette déclaration. Sur la cinquantaine de journaux ayant traité ce sujet qui a fait la « UNE » de l'actualité les semaines écoulées, chaque organe a librement choisi un angle spécifique, aucun n'a manqué de respect ni au Premier Ministre ni à une quelconque autorité de la Transition.

Nous invitons le Premier ministre à la retenue et à faire face à l'essentiel notamment en s'inscrivant dans le cadre de l'adoption des textes de la refondation de la Presse malienne plutôt que de se livrer à des campagnes de désinformation à issue incertaine et aux conséquences dangereuses pour notre pays.

Par ailleurs , la Maison de la Presse invite l'ensemble des rédactions en langues nationales à relayer nos communiqués pour une meilleure compréhension des populations.

Bamako le 15 juin 2022

Le Président de la Maison de la Presse
Bandiougou DANTÉ

l'espace communautaire est confronté. Des défis qui, selon lui, sont d'ordre socio-économique, sécuritaire et qui placent le citoyen au centre de tout cela.

Ainsi, termine-t-il : « nous sommes défenseurs de ce citoyen, nous sommes intercesseurs de ce citoyen. C'est à bon droit que nous avons réfléchi sur la paix et la sécurité de façon globale. »

Hamadou Ouédraogo / Source : Minute.bf

Déclaration du ministre de l'Economie et des Finances M. Alousséni Sanou, relative au lancement des travaux du dénombrement du cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5)



Chers compatriotes.

Le Gouvernement a lancé, depuis plusieurs mois, à travers le Ministère de l'Economie et des Finances, les activités du Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5). Dans ce cadre, j'ai l'honneur de vous informer du démarrage des travaux de terrain pour le dénombrement général de la Population et de l'Habitat à compter de ce mercredi 15 juin 2022. La réalisation de cette opération nécessite, au-delà de la mobilisation d'importantes ressources, une bonne planification des activités sur tout le territoire préalablement découpé en zones de dénombrement. Aussi, 26 327 Agents recenseurs, 4 504 Chefs d'équipes et 866 Contrôleurs TIC seront engagés sur le terrain auprès des ménages. Ces équipes seront encadrées par les Cadres et Responsables de l'Institut National de la Statistique, des autres structures du Système Statistique National, des Directions Régionales et des Services Locaux de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population. Le Gouvernement les engage à se mobiliser pour la réussite de cette opération notamment par la collecte et l'acheminement de données reflétant fidèlement les réalités socio démographiques de notre pays.

Chers compatriotes

Durant les trois prochaines semaines, les Agents recenseurs et les chefs d'équipe, chargés de collecter des informations sur les caractéristiques socioéconomiques, démographiques et culturelles de la population passeront dans vos familles respectives. Je vous invite à leur réserver un accueil chaleureux et à leur fournir les informations demandées qui concernent plusieurs aspects de la vie notamment l'état civil, l'éducation, la santé, l'emploi, la mobilité et les caractéristiques de l'habitat. Conscient de l'importance de cette opération, le Gouvernement du Mali, a pris toutes les dispositions nécessaires pour relever le défi. Dans ce cadre, l'Etat a obtenu l'accompagnement de certains Partenaires Techniques et Financiers dont nous saluons, ici, l'engagement.

Mesdames/Messieurs.

Pour la réussite de cette opération, nous voudrions compter sur :

- + L'engagement des chefs de quartiers dans nos villes et les chefs de villages et de fractions, en vue d'une meilleure orientation des Agents recenseurs déployés dans leurs localités ;
- + Le dévouement des autorités administratives et municipales (Gou-

Réformes : Assimi crée une commission pour rédiger une nouvelle constitution



Les autorités maliennes ont annoncé la création d'une commission chargée d'élaborer une nouvelle Constitution pendant une durée maximale de deux mois.

Il est créé auprès du président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, une commission de rédaction chargée d'élaborer un avant-projet de loi portant Constitution de la République du Mali, dans le cadre de la refondation de l'État », indique le décret signé par le Colonel Goïta et dévoilé vendredi 10 juin. Cette annonce survient alors que le président de Transition a signé, le 6 juin, un décret stipulant que les militaires gouverneraient jusqu'en mars 2024 avant de rendre le pouvoir aux civils à l'issue de cette période dite de la transition. L'équipe de rédaction de la nouvelle Constitution comprend notamment un président, deux rapporteurs et des experts « nommés par décret » du président de Transition. La durée de la mission « n'excédera pas deux mois », à l'issue desquels la commission de rédaction doit remettre au président de Transition l'avant-projet de Constitution. L'équipe de rédaction pourra consulter « l'ensemble des forces vives » de la nation dont les partis politiques, la société civile, les groupes armés signataires de l'accord pour la paix dans le nord du Mali, les syndicats, les organisations religieuses et les autorités traditionnelles. La CEDEAO a prévu de se réunir en sommet le 3 juillet pour prendre une décision sur le maintien ou la levée des sévères sanctions commerciales et financières imposées le 9 janvier au Mali afin de presser la junte de céder la place plus rapidement qu'elle ne l'entend. Et d'ici là, tous les regards sont tournés vers le Mali qui doit sortir un chronogramme convaincant aux yeux des chefs d'Etat de la CEDEAO.

Source : L'Informateur

verneurs, Préfets, Sous-préfet, maires), pour la coordination des opérations dans leurs circonscriptions ;

- + L'accompagnement habituel des forces de défenses et de sécurité en vue de la protection et de la sécurisation de cette opération.

Maliennes et Maliens, Ressortissantes et Ressortissants d'autres pays vivant sur le territoire malien.

Ce Recensement nous concerne tous. Facilitons la tâche aux Agents Recenseurs en leur réservant un accueil chaleureux et en répondant clairement aux questions. Ces Agents Recenseurs mènent une mission de service public. Chacun de nous doit contribuer à sa réussite. Aidez-nous à vous recenser pour le développement du Mali ! Je vous remercie ! Bamako le 14 juin 2022.



**Institut National de Prévoyance Sociale
(INPS)**

SERVICE AMO

Contacts: 63 25 18 84 / 20 22 04 08

COMMUNIQUE

A L'INTENTION DES ASSURES AMO DE L'INPS

La Direction générale de l'INPS porte à la connaissance de tous les assurés enrôlés à l'AMO de Janvier à Mai 2022, dans les centres déconcentrés de l'INPS (Communes I, II, III, IV, V, VI et du SAMO) que les cartes biométriques AMO sont disponibles dans les agences principales des communes de Bamako et du SAMO de l'INPS.

La Direction générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de toutes et de tous.

Bamako le 09 Juin 2022

P/ Le Directeur général PO
Chef de service AMO-INPS


Dr Bandiougou M TRAORE



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUOI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Promotion des cultures fourragères et de valorisation des résidus de récoltes : Les acteurs outillés !

La cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier de validation de la stratégie de promotion des cultures fourragères et de valorisation des résidus de récoltes et des fourrages naturels, a été présidée, le mardi 14 juin 2022, par le ministre délégué auprès du ministre du Développement rural chargé de l'Élevage et de la Pêche Youba Ba. L'objectif de cet atelier est de faire un diagnostic de la situation actuelle sur l'alimentation du bétail, les pratiques de production des fourrages, la place des cultures fourragères et des résidus des récoltes ainsi que des fourrages naturels valorisés ou non dans l'alimentation du bétail, afin de proposer une stratégie opérationnelle de promotion de ces produits afin d'augmenter la production/la productivité du bétail et de prévenir les crises pastorales récurrentes.

Dans ses propos liminaires, le ministre délégué auprès du ministre du Développement rural, chargé de l'Élevage et de la Pêche Youba Ba, a souligné que cet atelier vient à point nommé pour développer les capacités du pays en matière d'accès des producteurs aux ressources. Le gouvernement du Mali a entrepris plusieurs actions à travers les projets et programmes de développement dans l'optique d'augmenter la disponibilité en fourrages de qualité. Mais l'accès des pasteurs et agro-éleveurs aux ressources pastorales reste encore faible et le pays fait face à des déficits fourragers plus ou moins importants selon les années.

En outre, le ministre Youba Ba, a profité de cette occasion pour saluer la coopération Allemande à travers la KfW pour son accompagnement et réaffirmer son engagement à conduire le processus d'élaboration et d'adoption des plans d'actions pluriannuels à son terme.

Selon les statistiques, le sous-secteur de l'élevage contribue à hauteur de 80% des revenus des pasteurs et 18% de ceux des agro-

pasteurs. Il serait ainsi la principale source de revenus pour plus de 30% de la population malienne. Malgré cette grande importance du sous-secteur de l'élevage dans l'économie malienne, les systèmes d'élevage restent fortement tributaires de la disponibilité des ressources naturelles qui constituent la majeure partie de l'alimentation du bétail. Le bétail se nourrit essentiellement de la végétation herbacée et arbustive dont la quantité et la composition dépendent surtout des conditions agro-écologiques des principales zones de pâturage.

L'étude sur la stratégie de promotion des cultures fourragères et de valorisation des résidus de récoltes et des fourrages naturels est menée conjointement par la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) et la coopération financière allemande (KfW). L'impact recherché est l'augmentation de la disponibilité de ressources fourragères pouvant alimenter 1,6 million les unités de bétail tropical par année soit 8,6% du cheptel national.

La cérémonie d'ouverture de l'atelier de validation de la stratégie de promotion des cultures fourragères et de valorisation des résidus de récoltes et des fourrages naturels, a enregistré la présence de l'ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne, du Directeur national des productions et des industries Animales (DNPIA), des membres du cabinet et des acteurs intervenant dans la filière du sous-secteur de l'élevage.

■ Ibrahim Sanogo



Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 15 juin 2022 CM N°2022-26/SGG



Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 15 juin 2022, dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence du Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'État.

Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a :

- adopté des projets de texte ;
- et entendu des communications.

AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

1. Sur le rapport du ministre de la Refondation de l'État, Chargé des Relations avec les Institutions, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant approbation du Cadre stratégique de la Refondation de l'État (2022-2031) et son Plan d'actions (2022-2026) ainsi que le Plan d'actions prioritaires du Gouvernement de la Transition (2022-2024).

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues des Assises Nationales de la Refondation (ANR), le gouvernement a élaboré un Cadre stratégique de la Refondation de l'État (2022-2031) assorti d'un Plan d'actions (2022-2026) ainsi que le Plan d'actions prioritaires du Gouvernement de la Transition (2022-2024).

Le Gouvernement a pris acte lors du Conseil des Ministres du 1er juin 2022 du Cadre stratégique de la Refondation de l'État et ses Plan

d'actions

Le présent projet de décret consacre leurs adoptions formelles et ouvre la voie à leur mise en œuvre.

2. Sur le rapport du ministre de l'Économie et des Finances, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant approbation du marché relatif au contrôle et à la surveillance des travaux de construction et de bitumage de la route Banankoro-Dioro.

Le marché est conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et le bureau d'étude BETRAP SARL/GEOCOM/GI CONSEIL pour un montant de 1 milliard 50 millions 89 mille 452 francs CFA toutes taxes comprises et un délai d'exécution de vingt-six (26) mois.

L'adoption de ce marché permettra un meilleur suivi des travaux et leur exécution correcte.

3. Sur le rapport du ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant approbation du Schéma National d'Aménagement du Territoire.

Le Schéma National d'Aménagement du Territoire est un outil de planification spatiale définissant les conditions d'utilisation optimale de l'espace national par l'ensemble de la collectivité. Il fixe les vocations initiales et les affectations futures des terres.

Le Schéma National d'Aménagement du Territoire définit les perspectives économiques, les orientations stratégiques, les axes et les

projets structurants prioritaires.

Sa mise en œuvre permettra le développement économique durable tout en préservant la capacité productive de chaque milieu.

Le présent projet de décret est adopté en vue de doter notre pays pour les vingt (20) prochaines années, d'un cadre de référence politique, administratif, juridique, technique et de planification multisectorielle des investissements physiques à réaliser sur le territoire national.

AU CHAPITRE DES COMMUNICATIONS

1. Sur le rapport du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, le Conseil des Ministres a pris acte d'une communication relative à la Stratégie nationale de Stabilisation des régions du Centre et son Plan d'actions 2022-2024.

Le gouvernement a créé le Cadre politique de gestion de la crise du Centre en vue d'assurer la coordination aux niveaux stratégique et politique de l'ensemble des efforts de stabilisation du Centre.

La présente stratégie traduit cette volonté des Autorités de la Transition d'avoir une approche holistique de la stabilisation des régions du Centre, avec pour vision : « faire du Centre une zone stable et prospère où les communautés sont réconciliées entre elles-mêmes et vivent en harmonie ».

Le document de stratégie est articulé autour de quatre axes que sont :

- Axe Stratégique 1 : Rétablissement de la Paix, de la Sécurité et de la Cohésion sociale;
- Axe Stratégique 2 : Amélioration de la Gouvernance et Renforcement de la Justice ;
- Axe Stratégique 3 : Gestion des questions humanitaires et de relèvement économique;
- Axe Stratégique 4 : Communication et Coordination des interventions.

La mise en œuvre de la Stratégie nationale de Stabilisation des régions du Centre permettra de rétablir l'État dans ses fonctions régaliennes.

2. Sur le rapport du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le

Conseil des Ministres a pris note d'une Communication relative à la remise des insignes et des certificats aux Chefs de village, de fraction et de quartier.

La valorisation des légitimités traditionnelles, parmi lesquelles figurent les autorités administratives des villages, fractions et quartiers, est un des objectifs majeurs de la Politique de Refondation de l'Etat.

L'Arrêté déterminant les modalités de nomination des chefs de village, de fraction et de quartier, précise que « les chefs de village, de fraction et de quartier sont autorisés, dans l'exercice de leurs fonctions officielles à hisser dans la cour de leur domicile, l'emblème national et à porter un insigne distinctif. »

Les cérémonies de remises de ces insignes et certificats aux chefs de village, de fraction et de quartier seront organisées sur l'ensemble du territoire suivant un chronogramme détaillé.

3. Sur le rapport du ministre de l'Education nationale, le Conseil des Ministres a pris note du

calendrier des examens de fin d'année scolaire 2021-2022.

Les examens se dérouleront comme suit :

- du lundi 27 au mercredi 29 juin 2022, pour le Diplôme d'études fondamentales DEF, nombre inscrits : 234 443 ;

- du lundi 18 au jeudi 21 juillet 2022, pour le Baccalauréat Général, nombre de candidats inscrits: 192 442 ;

- du jeudi 14 au vendredi 15 juillet 2022; pour le Baccalauréat technique et professionnel, nombre de candidats inscrits : 2 596 ;

- du lundi 04 au jeudi 07 juillet 2022, pour le Brevet de technicien 1ère partie et 2ème partie, Tertiaire et Industrie, nombre de candidats inscrits : 42 159 ;

- du lundi 20 au jeudi 23 juin 2022, pour le Certificat d'aptitude professionnel CAP, Tertiaire et Industrie, nombre de candidats inscrits : 23 434;

- du lundi 18 au vendredi 22 juillet 2022, pour l'examen des Instituts de formation des Maîtres, nombre de candidats inscrits : 11 603 ;

- du lundi 1er au vendredi 05 aout 2022, pour l'examen du Brevet de Technicien des Ecoles de Santé.

Les examens du DEF et du BAC seront organisés pour les candidats réfugiés en Mauritanie, au camp de M'Bèra, à Bassikoumou, aux mêmes dates que les candidats de l'intérieur.

4. Le ministre de la Santé et du Développement social a informé le Conseil des Ministres de l'évolution de la maladie à Coronavirus marquée par une augmentation du nombre de cas testés positifs par rapport à la semaine précédente.

Le Président de la Transition, Chef de l'État a appelé la population au respect strict des mesures de prévention et de lutte contre la maladie.

Bamako, le 15 juin 2022

Le Secrétaire général du Gouvernement,
Mahamadou DAGNO
Officier de l'Ordre national



Carte NINA des maliens de la diaspora : Le Ministère des Maliens Établis à l'Extérieur à pied d'œuvre



Le Mali, à l'instar de ses voisins a engagé de vastes réformes législatives et réglementaires afin de rendre plus efficace, et pour plus sécuriser son système d'état civil pour l'intérêt des maliens par l'opération RAVEC, avec pour objectif de doter chaque malien d'un Numéro identification nationale pour tous ses documents administratifs (passeport, carte d'identité, permis de conduite, carte militaire, fonctionnaire, etc). Sauf que le résultat escompté a connu des lacunes, notamment pour les maliens de la diaspora.

Des erreurs sur les données de l'état civil l'indisponibilité des services publics pour répondre favorablement aux demandes des citoyens, les difficultés d'accès et de correction des données NINA et le racket de certains agents de l'État qui profitent de la situation en sont quelques constats. Pour prendre à bras-le-corps le problème, il a ainsi été créé le comité technique pour faire face à la crise, composé des maliens établis à l'intérieur, en France, en

Suisse, aux USA, en Italie, en Côte d'Ivoire, en Espagne, en Belgique.

Cela était une nécessité, car 61,1% des maliens déclaraient n'avoir pas été informés des recours à faire en cas de constatation d'une erreur matérielle commise par l'administration sur leur carte NINA. Autre problème, les centres de demande d'accès et de rectification installés dans les capitales politiques, ambassades ou consulats étaient éloignés des compatriotes, ce qui les empêchait d'exercer leur droit d'accès et de rectification aux données à caractère personnel.

C'est dans le cadre la résolution de cette problématique que le ministre Alhamdou Ag Ilyène des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine a réceptionné, il y a quelques jours, des cartons contenant les demandes de correction des cartes NINA en provenance de la France. Ces demandes au nombre 14.000 viennent uniquement des consulats du Mali à Paris et à Lyon. Elles font suite à la volonté du gouvernement de trouver

une solution rapide aux multiples problèmes liés à la carte NINA que rencontrent nos compatriotes à l'extérieur.

A cet effet, un comité interministériel a été mis en place pour trouver une solution urgente. Ce comité interministériel restreint est composé des ministres de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, de la Justice et des Droits de l'Homme et des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine. Il est une réponse à hauteur de l'urgence des problèmes liés à la carte NINA qui provoquent la perte de carte de séjour de certains compatriotes, la perte d'emploi et malheureusement aussi l'impossibilité de voyager. C'est pour trouver une solution rapide à ces problèmes, en attendant l'effectivité de la nouvelle carte biométrique, que ces mesures sont prises par le gouvernement. Rappelons que des demandes provenant d'autres pays ont également été reçues.

■ Yama DIALLO

Partenariat UBA Mali- Canal plus : Une solution novatrice pour le paiement des abonnements Canal

Canal plus Mali en partenariat avec la banque panafricaine United Bank For Africa (UBA) a mis en place une solution novatrice pour le paiement des abonnements Canal + à travers Léo sur le téléphone mobile. L'annonce a été faite à l'occasion d'une rencontre avec les hommes de médias qui s'est tenue le mardi 14 juin dans les locaux de Canal.



Cette rencontre a été marquée par la présence de Hacko Rokia KONE directrice générale de UBA au Mali et de Moussa Tiémoko DAO directeur général de Canal + Mali.

UBA Mali toujours fidèle à sa philosophie du « client d'abord » et dans l'optique de faciliter à sa clientèle l'ensemble de leur transaction a mis en place ce partenariat. Un service novateur qui offre la possibilité aux clients de payer leurs abonnements canal via Leo sur leurs téléphones mobiles.

Dans ses propos introductifs, Hacko Rokia KONE, directrice générale de UBA au Mali a ex-

pliqué que Léo, le banquier visuel de UBA est une intelligence artificielle disponible sur WhatsApp, et Facebook Messenger. « Il permet aux clients UBA détenteurs d'un compte de faire des opérations la consultation de solde, le téléchargement de relevés, le transfert d'argent, le paiement de facture et bien plus encore », a-t-elle cité.

De ce fait, elle a souligné qu'aujourd'hui, Léo est doté de ce nouveau service de paiement des abonnements Canal plus et illustre la volonté commune de UBA Mali et Canal plus de répondre aux attentes des clients en vue de leur offrir la meilleure expérience digitale au

Mali. « Notre objectif est de vous mettre, chers clients au cœur de toutes nos activités et de vous faciliter la moindre opération en cette ère du digital », a-t-elle soutenu.

De plus, elle a invité les clients à faire des abonnements Canal via Léo en vue de profiter de tous les avantages qui assurent une expérience digitale améliorée.

De son côté, le Directeur Général de Canal plus Mali Moussa Tiémoko DAO a déclaré qu'à travers ce nouveau partenariat avec UBA Mali, ils ont pris le pari d'offrir une solution de réabonnement avec un accès simple accessible à l'ensemble des abonnés du Mali. « **Il nous a paru tout à fait normale de nouer ce partenariat. D'autant plus que c'est l'innovation et nous ne sommes pas dans les moyens de paiement parce qu'il s'agit quand même d'une interaction dans le cadre de ce qu'on appelle l'intelligence artificielle qui permet aujourd'hui de mettre en œuvre les souhaits de nos abonnés qui veulent se réabonner Via Léo** », a-t-il expliqué.

Quid de l'intérêt de ce partenariat ? Moussa Tiémoko DAO a précisé il y a plusieurs intérêts mais qu'ils visent trois à savoir la satisfaction des abonnés, l'innovation et l'ambition de faire révolutionner les choses. « **Les intérêts, c'est satisfaire nos abonnés communs. Nous savons qu'aujourd'hui les abonnés ont accès à une pléthore de moyens de paiements et donc il est important pour nous de pouvoir nouer des partenariats avec ceux qui offrent ces partenariats. Le deuxième c'est l'innovation, nous sommes une entreprise de services technologiques et nous donnons accès à des contenus. Donc, l'innovation fait partie de notre ADN. On a lancé la haute définition, il n'y a pas très longtemps on a changé les décodeurs, l'année prochaine nous avons plusieurs projets et en innovant les services, il est essentiel aussi d'innover le mode d'accès par ces services et donc c'est la raison pour laquelle nous avons été doublement motivé pour le faire et triplement UBA, c'est une banque digitale qui a l'ambition de révolutionner les services bancaires** », a-t-il précisé.

■ Maffenin Diarra

Diplomatie : Bamako de nouveau fréquentable pour les Etats-Unis ?



Au Mali, la durée de la transition a été fixée à 24 mois, à compter du 26 mars 2022. Le jeudi 9 mars 2022, les États-Unis ont pris acte de la décision des autorités maliennes tout en appelant à la nécessité de prendre des mesures en vue de la tenue des élections le plus rapidement possible. Moins d'une semaine après, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, recevait, le mardi 14 juin 2022, un émissaire pas comme les autres, notamment Roger Carstens, Envoyé Spécial du Président américain, chargé des Questions d'otages.

Le pont n'a certes jamais été totalement coupé entre les deux pays, mais comme il de coutume dans la démocratie américaine, le Pays de l'Oncle Sam rompt l'essentiel de son appui à tout pays ami venant à connaître une rupture de processus démocratique. Et les coups d'Etat intervenus au Mali en 2020 et en 2021 n'ont pas fait exception à cette règle.

Pour rappel, dans un communiqué rendu public, le jeudi 09 juin 2022, les États-Unis se prononçaient sur l'annonce du calendrier de Transition de 24 mois par les autorités maliennes. Les États-Unis se réjouissaient en outre de la poursuite des discussions entre le

Mali et la CEDEAO, exprimant en substance son désir de voir les sanctions imposées à notre pays levées pour le bien-être du peuple malien. « Nous exhortons le gouvernement malien de transition à prendre des mesures durables et tangibles en vue de la tenue d'élections, y compris des critères de référence détaillés et l'adoption rapide de la loi électorale. Des processus transparents et inclusifs qui respectent les diverses perspectives et les libertés fondamentales sont essentiels pour construire une base solide pour l'avenir », indique le communiqué.

Les États-Unis réitéraient également leur engagement à soutenir les processus de transition afin de favoriser un avenir de gouvernance démocratique responsable pour le peuple malien, et se sont « félicités de l'engagement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à continuer de collaborer avec les autorités maliennes pour soutenir les initiatives visant à rétablir l'ordre constitutionnel ».

Les États-Unis encouragent aussi « le Mali et la CEDEAO à parvenir à un accord, en particulier sur un mécanisme de suivi solide, assorti de critères de référence tangibles, pour le

reste de la transition », lit-on dans le communiqué. Il faut rappeler que le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a pris un décret, le 6 juin 2022, fixant la durée de la Transition à 24 mois, pour compter du 26 mars 2022.

« La durée de la transition est fixée à 24 mois, pour compter du 26 mars 2022 conformément à l'article 22 de la Loi N°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la charte de la transition. Le présent décret sera enregistré et publié au journal officiel », lit-on dans le décret N°2022-0335/PT-RM du 06 juin 2022 fixant la durée de la Transition.

Moins d'une semaine après ce communiqué, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, recevait, le mardi 14 juin 2022, Roger Carstens, Envoyé Spécial du Président américain, chargé des Questions d'otages. En visite au Mali, du 12 au 14 juin 2022, en vue d'échanger sur les efforts mutuels à déployer par les deux pays pour porter secours aux otages américains dans le Sahel, Roger Carstens était accompagné par l'Ambassadeur des États-Unis au Mali, Dennis Hankins.

« Ce fut un honneur pour moi d'être reçu par le Président de la Transition pour parler des otages américains », a confié à la presse l'Envoyé Spécial du Président Joe Biden à sa sortie d'audience. Avec le chef de l'État malien, les hôtes du jour ont également eu des échanges au sujet des otages d'autres nationalités. La délégation américaine a trouvé que le Président de la Transition est dans de bonnes dispositions pour aider les otages de toutes les nationalités.

L'Envoyé Spécial du Président américain a remercié le Chef de l'État malien pour tous les efforts qu'il déploie pour la libération des otages. Le Président de la Transition a pour sa part salué l'engagement des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme. « La situation est complexe. Pour cela, nous devons avoir une coordination de qualité », a déclaré le Colonel Assimi Goïta, non pas sans réaffirmer la disponibilité du Mali à soutenir tous les efforts de lutte contre le terrorisme.

De bon alois donc pour le Colonel Assimi Goïta que d'accueillir un émissaire si prestigieux, en outre colonel de l'Armée américaine à la retraite ayant servi, comme lui, dans les rangs des Forces Spéciales de son pays.

■ Yama DIALLO

Épilogue de la présidentielle au Niger : Ousmane prend acte du verdict de la Cour de Justice de la CEDEAO

« La vérité issue des urnes, montre, au vu des résultats dont nous disposons, et selon mon intime conviction, que la majorité d'entre vous a voté pour moi. [...Mais, la] Cour de Justice de la CEDEAO a rendu son verdict et en tant que démocrates, nous avons pris acte ».

Ainsi s'est exprimé M. Mahamane Ousmane le 9 juin dernier, relativement au verdict de la Cour de Justice de la CEDEAO, sur le contentieux électoral qui l'opposait à l'État du Niger. Très attendue, cette réaction devrait clore, définitivement, le débat juridique sur la victoire électorale de son challenger, Bazoum Mohamed. Il en est ainsi car, M. Ousmane a épuisé toutes les voies de recours judiciaires. Pour l'heure, la majorité présidentielle ne s'est pas publiquement prononcée sur le sujet ; profondément convaincue de la victoire de son candidat, du reste investi depuis 2021 et actuellement en poste. Tout se passe comme

si ce verdict était pour elle un non-événement. Une information qui ne la concernait pas. Cependant, il va sans dire que ce verdict lui est totalement satisfaisant, dans la mesure où, il lui apporte un surplus de légalité censée discréditer l'opposition.

A ce sujet, écrivait Le Canard Déchaîné (proche du pouvoir) dans sa parution du 02 Juin 2022 : « **Tout s'est finalement écroulé ce 31 mai. Les espoirs de Mahamane Ousmane de se voir dédommager s'effondrent comme neige au soleil. Le château de carte construit par le conseil des avocats d'Ousmane aura tenu quelques mois, avant de s'effondrer et de se fracasser sur l'autel des ambitions gloutonnes contre le Niger** »...

Pour beaucoup de nigériens, la réaction de Mahamane Ousmane n'est pas surprenante. « Pacifiste et légaliste », l'homme n'est pas connu pour faire de la violence politique. Pourtant,

au lendemain même des résultats proclamés par la Cour constitutionnelle nigérienne, certains de ses soutiens l'invitaient à prendre la rue, à user de tous les moyens y compris violents pour faire « **respecter sa victoire** ». Lui a préféré la contestation judiciaire. Car, a-t-il expliqué : « **Nous avons estimé qu'un pays comme le nôtre, très fragile, tant du point de vue de sa position géopolitique et géostratégique, que de sa situation intérieure, ne doit pas être exposé à des situations de violences encore plus difficilement gérables. Jamais, a-t-il déclaré, je ne privilégierai la force sur le droit** ».

En attendant, plusieurs de ses soutiens - dont l'ex premier ministre Hama Amadou et le Général à la retraite Moumouni Boureima - restent poursuivis pour des faits en lien avec la présidentielle 2021. Le second est actuellement en prison. Ce qu'a dénoncé Ousmane en réclamant leur libération.

Quelle sera la prochaine étape ? Ousmane parviendra-t-il à conserver ses alliés ? Se représentera-t-il à la prochaine présidentielle ? Dans l'hypothèse d'un dialogue politique, acceptera-t-il de rencontrer Bazoum Mohamed dont il ne reconnaît toujours pas la victoire ? Autant de questions que se posent les nigériens. Wait and see !

■ Malik WOGO





Mali : L'envoyé américain pour les affaires d'otages reçu par le Président de la Transition, Assimi Goïta

Roger Carstens, a évoqué avec le Colonel Goïta la question des otages américains détenus dans le Sahel

Le Président de la Transition au Mali, le Colonel Assimi Goïta a reçu en audience l'envoyé spécial du président américain, chargé des questions d'otages, Roger Carstens, a indiqué mardi, la Présidence du Mali dans un communiqué.

Les échanges entre les deux parties ont porté notamment sur les efforts mutuels à déployer par les deux pays pour libérer les otages américains et d'autres étrangers aux mains des groupes terroristes au Mali.

« Ce fut un honneur pour moi d'être reçu par le Président de la Transition pour parler des otages américains », a déclaré le responsable américain à l'issue de son entretien avec Goïta. Selon le communiqué de la Présidence du Mali, « la délégation américaine a trouvé que le Président de la Transition est dans de bonnes dispositions pour aider les otages de

toutes les nationalités », ajoutant que Carstens a remercié le chef de l'État malien pour « tous les efforts qu'il déploie pour la libération des otages ».

Le Colonel Assimi Goïta a, de son côté, salué l'engagement des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme affirmant que « la situation est complexe (...) Pour cela, nous devons avoir une coordination de qualité ».

Goïta a réitéré la disposition du Mali à soutenir tous les efforts de lutte contre le terrorisme. Au moins six Occidentaux sont otages au Sahel dont deux américains. Jeffery Woodke, un humanitaire chrétien de nationalité américaine, qui venait en aide aux populations nomades avec une ONG à Abalak au Niger, a été enlevé le 14 octobre 2016, et conduit au Mali voisin, selon des sources sécuritaires nigériennes.

Suellen Tennyson, une religieuse américaine

de 83 ans, avait été enlevée par des hommes armés non identifiés, dans la nuit du 4 au 5 avril 2022 dans la paroisse de Yalgo dans le nord du Burkina Faso. Son rapt n'avait pas été revendiqué.

À ces deux Américains s'ajoutent d'autres étrangers, allemand, australien, italien, roumain ou togolais, détenus au Sahel. Trois journalistes, le Français Olivier Dubois et les Maliens Hamadou Nialibouly et Bana Dicko, sont également otages au Mali.

L'Allemand Jörg Lange, qui travaillait pour une ONG, avait été enlevé le 11 avril 2018 dans l'ouest du Niger et emmené vers le nord, non loin de la frontière malienne.

Arthur Kenneth Elliott, un Australien âgé de 82 ans et chirurgien de profession, avait été kidnappé au Burkina Faso le 15 janvier 2016 avec son épouse Jocelyn, un rapt revendiqué par le groupe djihadiste Ansar Dine.

Le Roumain Iulian Ghergut, officier de sécurité dans une mine de manganèse dans le nord du Burkina Faso, près des frontières du Mali et du Niger, a été capturé le 4 avril 2015 par des hommes armés.

Au mois de mai, un couple italien avec leur enfant et un Togolais avaient été enlevés par des hommes armés non identifiés à Sincina dans le cercle de Koutiala près de la frontière avec le Burkina Faso.

Source : aa.com

Guerre dans le Sahel : Les civils, cibles privilégiées des GAT

Le conflit dans le Sahel a fait des milliers de morts et des millions de déplacés au sein de la population civile. C'est elle, en effet, qui paie une lourde tribu dans ce conflit qui s'étend sur trois frontières et dans lequel les forces gouvernementales semblent impuissantes.

La dernière attaque en date est celle de Seytenga, une localité située sur le territoire burkinabè. En effet, à l'issue de cette attaque meurtrière, on dénombre le bilan macabre de 79 morts. Un chiffre communiqué par l'Etat. Cette énième attaque grossit le lot des civils qui ont perdu la vie dans ce conflit qui s'étend sur la zone des trois frontières en occurrence le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Aucun de ses trois nations n'est à l'abri d'une quelconque attaque djihadiste comme en témoigne le raid meurtrier lancé sur le village au Burkina.

Même scénario au nord du Mali où près de 500 civils ont été tués par des groupes terroristes appartenant à l'Etat Islamique au Grand Sahel au cours des deux dernières semaines dans la région de Ménaka près de la frontière avec le Niger ont rapporté des sources concordantes sur le site Turc <https://www.aa.com.tr/>.

Selon le témoignage sur ce site, "En 2 semaines, un peu moins de 500 corps de civils dénombrés suite à une série de massacres revendiqués par des factions se réclamant du groupe terroriste de l'EIGS", a déclaré, lundi, Attaye Ag Mohamed, chef de la délégation de Coordination des Mouvements de l'Azawad et membre du CSP sur sa page Facebook.

Attaye Ag Mohamed dit regretter "le silence du Gouvernement de la transition sur ces tueries". Pour la plupart paysans, éleveurs ou propriétaires de champs, les cibles favorites des

djihadistes demeurent des civils. En dépit des nombreuses opérations militaires menées dans ces zones qui couvrent des milliers de kilomètres, le résultat reste toujours à désirer car les groupes armés opèrent toujours en toute impunité et disposent d'une mobilité efficace.

Pourtant des actions de grande envergure ont été mises en place pour protéger les civils. Cependant la présence des forces étrangères sur le terrain n'a pas toujours porté ses fruits et les résultats qui en ont découlé ont conduit à un soulèvement massif des populations contre elles.

Le Dr. Youssouf Coulibaly, expert en sécurité malien et professeur de droit international à Bamako, a, quant à lui, critiqué les résultats des différentes missions internationales au Mali. Au lieu de l'unité spéciale française "Takuba", l'Allemagne devrait, selon M. Coulibaly, soutenir plus durablement la Force conjointe du G5 pour le Sahel, fournir une aide financière plus importante et soutenir les prochaines élections. Il ajoute cependant qu'aujourd'hui, le Mali et les quatre autres pays du Sahel (Mauritanie, Burkina Faso, Niger, Tchad) sont confrontés à un problème sécuritaire. Le défi est un défi énorme : la stabilisation et l'éradication des groupes terroristes, des bandits armés, le trafic de drogue et d'êtres humains, de la migration ou de l'immigration illégale. Le principal défi aujourd'hui sera de stabiliser

et de sécuriser cette zone. C'est une zone immense, plus grande que l'Europe. C'est le plus grand défi en termes de sécurité. Mais évidemment, il y a aussi d'autres défis : le Mali, comme tous les pays au Sahel, est vulnérable. Les indicateurs de développement sont très dégradés en ce moment.

Au cours des deux dernières années, le Sahel a subi l'augmentation la plus rapide des activités d'extrémistes violents en Afrique. La région est non seulement au cœur de réseaux criminels et de divers trafics illégaux, elle a aussi vécu une augmentation de la violence entre éleveurs et agriculteurs. Bien que le Sahel soit l'une des régions les plus pauvres et qu'il fasse aussi face à des conditions environnementales parmi les plus fragiles, le taux de croissance de la population du Sahel est le plus rapide du continent selon le site <https://africacenter.org/>.

Depuis 2015, plusieurs localités du Burkina Faso sont en proie à des attaques terroristes ayant fait plus de 2000 morts, civils et militaires, et plus de 1,9 million de déplacés internes, selon les autorités. Le Mali et le Niger subissent également les atrocités perpétrées par ces groupes armés terroristes qui laissent sur leur passage terreur et désolation

ASK
Source : SOFT



L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



L'INPS au service des assurés sociaux



**INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE**



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

De la rectification à la refondation : Les chiffres qui parlent

Ce samedi 11 juin 2022, le gouvernement dirigé par le Dr Choguel Kokalla Maïga a soufflé sur sa première bougie. L'occasion a été saisie par le Premier ministre d'entretenir, la veille au CICB, au cours d'une conférence de Presse les femmes et les hommes de médias sur les grandes réalisations de l'équipe au courant de cette première année.

Mise en place dans un contexte de fortes adversités internes et de conjonctures internationales de toutes sortes, l'équipe gouvernementale à laquelle on donnait à peine quelques semaines aura déjoué tous les pronostics. On raconte qu'un éminent leader politique, plusieurs fois ministres, avait été sollicité pour y être, mais déclina l'offre parce qu'il estime que « ce gouvernement-là ne fera pas long feu. Non, merci je préfère attendre... »

Comme notre politicien tacticien, à la suite de l'embargo injuste à notre pays infligé par la CEDEAO certains économistes de renommée internationale lui avaient donné deux semaines au plus avant de s'effondrer. Cinq (5) mois après, le Mali demeure, dans sa dignité et dans ses frontières, l'économie tourne, les salaires sont payés régulièrement, l'État fait face à ses engagements.

Le gouvernement a pu mobiliser 204 milliards de FCFA au titre de la restauration de la justice

sociale (harmonisation des salaires), rehausser les subventions à la production (intrants, 17 milliards FCFA), à la consommation (plusieurs dizaines de milliards), maintenir à un niveau acceptable, le prix de certaines denrées de première nécessité ainsi que celui des hydrocarbures.

D'autres actions méritent d'être relevées et saluées : telles que la rénovation des salles de classes vétustes (2000 à travers tout le territoire national) et le renforcement du plateau technique de nos hôpitaux et centres de santé grâce au Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, et les autres institutions à sa suite qui ont renoncé aux deux tiers de leurs fonds de souveraineté.

La conjoncture internationale suite à la guerre en Ukraine dont les répercussions se ressentent dans tous les pays du monde n'a pas tant désarticulé la réponse du gouvernement quant aux efforts à déployer pour densifier le maillage sécuritaire, pourvoir à l'approvisionnement correct des marchés et continuer aussi à assurer les subventions du monde rural (agriculture, élevage et pêche).



Au bout d'une année complète, l'attentiste leader politique et les pessimistes primaires auront vu le gouvernement traversé des tsunamis. Mais, en blocs, les hommes et les femmes qui le composent auront réussi à tracer les sillons du Mali-Kura. En tout cas, ils ont entamé.

Soutenu fortement par le vaillant et digne Peuple auquel il a donné raison d'espérer autant par son narratif qui irrite le bloc impérialiste et néocolonial que par la vertigineuse montée en puissance de l'armée, le gouvernement du 11 juin tient et fait face à ses engagements en dépit d'un injuste et illégal embargo imposé au pays depuis le 9 janvier 2022. Il a réussi à faire face aux défis et enjeux majeurs de la nation et à donner suite aux aspirations légitimes et aux attentes les plus pressantes des populations.

Par-delà les résultats tangibles et indéniables des FAMa sur le terrain dans la lutte contre le terrorisme et la restauration de la sécurité, pleins d'acquis obtenus par ce gouvernement fédèrent aujourd'hui les Maliens sur la pertinence des choix et options stratégiques des autorités de la Transition.

Comme nous l'avons maintes fois écrit : l'histoire de la rectification, pardon de la refondation du Mali, ne dira pas que le Dr Choguel Kokalla Maïga et son gouvernement auront tout réussi en 12 mois. Mais elle dira qu'en plus de la restauration de l'honneur et la dignité du Mali, ils n'ont pas fait que du «yala-yala» au cours de cette année.

Après le passage des différents membres du gouvernement et du Premier ministre lui-même sur le plateau de l'émission « Mali Kura Tassira » pour défendre leur bilan, voici ce que notre rédaction a retenu et compiler pour vous en termes de résultats tangibles à l'actif du gouvernement, chiffrés à l'appui. Il ne s'agit pas de toutes les actions majeures menées au cours de cette année par l'équipe gouvernementale (département par département) mais de quelques actions phares que notre rédaction a recensé le long de l'émission « Mali Kura Tassira ». Voilà le bilan chiffré du gouvernement :

Le gouvernement a tenu sans l'aide de l'extérieure

La crise institutionnelle que vit notre pays depuis août 2020 a fortement perturbé les rela-

tions avec nos Partenaires techniques et financiers (PTF). Les appuis budgétaires généraux (ABG) se sont rarifiés. Pour exemple en 2020, le Mali attendait environs 477 milliards d'appuis budgétaires généraux (ABG) des bailleurs de fonds, mais n'a pu encaisser que 232,6 milliards de FCFA (35,6 milliards FCFA de dons et 197 milliards FCFA de prêts), soit un taux de décaissement de 48,75%. Pour ce qui est de 2021, nous n'avons bénéficié d'aucun apport budgétaire, mais l'État a tenu bon et est parvenu à une croissance de 3,1%, grâce aux efforts du ministre de l'Économie et des Finances et de toute son équipe d'abord et de l'ensemble des cadres, des fonctionnaires et des travailleurs de ce pays.

De la récession à la relance économique

Chacun se rappelle qu'en 2020, notre pays était en récession avec un taux de croissance de -1,2%. En 2021, malgré une diminution du déficit budgétaire le Mali a réalisé une croissance de 3,1%.

Pour juguler la crise et stabiliser le pays, le gouvernement a fait le choix stratégique de redresser la santé économique et financière de la filière coton qui fait vivre plus de 4 millions de Maliens directement et à travers toutes les chaînes de valeurs de la filière coton (secteur des transports, des hydrocarbures, les huileries, les savonneries, les transports, l'élevage). Il fallait faire face aux impayés (87,5 milliards FCFA), inciter les producteurs en offrant un prix jusqu'ici jamais égalé et maintenir les subventions (17 milliards).

Globalement, pour redresser l'outil de production le gouvernement a mis en place un plan ambitieux d'investissement de l'ordre de 2 252 milliards de FCFA assorti d'un contrat de performance entre les directions générales de plusieurs sociétés et l'État (EDM, COMATEX, CMDT...)

204 milliards pour rétablir la justice sociale

Pour rétablir la justice sociale, le gouvernement a procédé à l'harmonisation de la grille indiciaire et pris en compte la doléance des professeurs d'Université. Tout cela a coûté à l'État 204 milliards de FCFA supplémentaires. Lors de son passage dans l'émission Mali Kura

Tassira, le ministre de l'Économie et des Finances, Alousseini Sanou, a rassuré les fonctionnaires et tous les Maliens : « les salaires seront toujours payés inchallah, il n'y a aucun souci. L'État a les moyens, les ressources suffisantes, les ressorts solides et suffisants pour continuer de payer tant que faire que peu, il n'y a aucun souci pour les salaires ».

Le Gouvernement depuis sa mise en place le 11 juin 2021 a engagé un vaste programme de paiement de la dette intérieure. Il a dans ce cadre payé depuis 2021 plus de 311 milliards de FCFA afin de mettre de l'huile dans le moteur économique et de permettre au Mali de trouver le chemin de la croissance.

Malgré les grosses dépenses qu'il fait, le gouvernement paye ses dettes. C'est pour dire qu'il y a une maîtrise parfaite de la gestion de la dette intérieure-prestataire.

Plus de 100 milliards générés au titre de la Réduction du train de vie de l'État

Le Ministère de l'Économie et des Finances a réalisé des économies substantielles de 101 milliards de FCFA en 2021.

Selon lui, sur les 101 milliards de FCFA économisés, 71 milliards FCFA ont été alloués au ministère de la défense et des anciens combattants, 5 milliards FCFA à l'entretien routier, (vous constaterez un peu partout l'entretien routier qui se fait), 5 milliards FCFA à la réhabilitation des écoles, 4,7 milliards FCFA pour accompagner le ministère de la santé dans le relèvement du plateau technique de certains CSCOM, on a mis 5 milliards FCFA au niveau de l'assainissement et au sport et 10 milliards FCFA ont été alloués aux dépenses sociales. Voilà à peu près comment les 101 milliards de FCFA ont été dépensés.

Retour de l'Administration : 80-90% de taux de couverture

Le Gouvernement de la Transition, au cours de l'année, a redéployé les membres du corps préfectoral civils dans des zones peu sécurisées pour les remplacer par du personnel militaire qui a ainsi l'obligation d'assurer la présence de l'État, y compris en étant dans des camps FAMA, lorsque les infrastructures ont été détruites par les terroristes ou lorsque la situation sécuritaire ne leur permet pas

d'occuper les bureaux de la préfecture ou de la sous-préfecture.

Grâce à la volonté politique, aujourd'hui (juin 2022) :

- Tous les postes de gouverneurs sont pourvus ;
- Seul un poste de préfet est vacant (soit 99% d'occupation) ;
- Soixante-six (66) postes de sous-préfets, sur un nombre total de trois cent trente postes (330), demeurent vacants (soit 80% d'occupation).

Plus de 20 milliards investis au titre du Transfert de ressources aux collectivités

Malgré les défis multiples et multiformes auxquels il est confronté, le gouvernement a maintenu sa contribution financière dans le Fonds national d'appui aux Collectivités territoriales géré par l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT).

Dans ce cadre, les acquis engrangés par le Gouvernement de Transition sont notamment :

- la réalisation de 223 infrastructures de santé (CSCOM, dispensaire, maternité, mobiliers sanitaires, logement personnel de santé) pour un financement de 3 277 050 872 FCFA ;
 - la réalisation de 856 infrastructures scolaires (salle de classe, bloc de direction, mobiliers scolaires et logement d'enseignant) pour un financement de 10 303 273 909 FCFA ;
 - la réalisation de 277 projets dans le secteur de l'eau (adduction d'eau, forage, puits moderne puits pastoral) pour un financement de 3 635 070 421 FCFA ;
 - la réalisation de 316 infrastructures et équipements (bâtiment administratif, matériel et mobilier de bureau, aménagement marchés et boutiques, piste rurale, ponceaux et radiers) pour un financement de 4 480 782 696 FCFA.
- A ces efforts de l'État au profit des populations, on peut ajouter le Projet de Renforcement des Capacités des Conseils Régionaux en Matière de Développement Économique et Régional, pour un coût total de deux milliards huit cent trente-sept millions neuf cent quarante-six mille sept cent quatre-vingt-douze francs CFA (2 837 946 792), pour la réalisation d'aires de stationnement de véhicules à Diéma et Kayes), pour l'aménagement du parc à bétail à Drall (Kati) et à Koulikoro, ainsi que pour l'aménagement d'aires d'abattage et la construction de boucheries à Mopti.

Près de 8000 policiers et gendarmes recrutés et formés

Depuis sa formation le 11 juin 2021 à ce jour, en matière de recrutement et de formation, le gouvernement a finalisé la formation de trois mille trois cent quatre-vingt-quinze (3 395) élèves fonctionnaires dont 2 995 de la Police et 400 de la Protection civile.

A la date du 11 juin 2022, quatre mille deux cent cinquante (4 250) fonctionnaires dont trois mille deux cent cinquante (3 250) de la Police nationale et mille (1 000) de la Protection civile ont été recrutés et sont en Formation Commune de Base (FCB) dans les différents Centres de formation militaire.

Maillage sécuritaire

Afin de rapprocher les services de sécurité des populations et de permettre le retour de l'administration et des services sociaux de base, le gouvernement a procédé à un large maillage sécuritaire. Dans ce cadre, le Gouvernement de Transition à travers le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC) a réalisé depuis le 11 juin 2021 :

- Treize (13) Commissariats (Koulikoro-2, Diéma, Douentza, Koro, Bankass, Nianfunké, Goundam, Djenné, Sirakoro, Kayes 2, Kignan, Bourem, 1008 Logements) ;
 - Quarante-et-trois (43) Postes de Sécurité (41 à Bamako, 1 à Koulikoro-Tanabougou, 1 Poste de Police Frontalier à Benena) ;
 - Cinq (05) Groupements Mobiles de Sécurité (Kayes, Sikasso, San, Koutiala, Rive droite) ;
 - Un (01) Groupement de Sécurité Routière à Bamako comprenant : la Compagnie de Circulation Routière de la rive droite, la Compagnie de Circulation Routière de la rive gauche et la Compagnie des motos ;
 - Un (01) Centre de secours à Sanankoroba ;
 - Un (01) Poste de secours Routier à Moribougou ;
 - Un (01) légion de Gendarmerie à Sévaré (Mopti) ;
 - la Force d'Action Rapide de la Gendarmerie (TARGend) à Sévaré ;
 - Trois (03) Brigades Territoriales de Gendarmerie (N'Gabakoro, Dogodouman et Diéma) ;
 - Un (01) Groupement de la Garde nationale à Sévaré ;
 - Deux (02) Pelotons de Garde (Diéma et Dioila) ;
- Les efforts du Gouvernement de Transition à travers le Ministère de la Sécurité et de la Pro-

tection Civile (MSPC) se poursuivront d'ici la fin de l'année 2022 avec la construction de :

- (05) Commissariats à Ouélessébougou, Macina, Yorosso, N'Tabacoro, et le 13ème arrondissement ;
- (03) Postes de Police Frontaliers à Labezanga, Hèrèmakono et Manankoro ;
- (04) Groupements Mobiles de Sécurité à Nioro, Nara, Ségou et Dioila ;
- (04) Centres de Secours à Dioila, Nara, Kati et Koro ;
- (01) Poste de Secours Routier à Diboli ;
- (02) Brigades Territoriales de Gendarmerie à Bougouni et Massigui ;
- (09) Pôles Sécurisés de Développement et de Gouvernance (PSDG) à Tiéré- Yorosso, Kadiana, Kolokani, Kignan , Boré, Kangaba, Macina, Monipébougouet Kourémalé ;
- la Direction Générale de la Police Technique et Scientifique ;
- L'École Nationale de la Protection Civile ;
- L'Académie de Police.

Discrimination positive

Le gouvernement de la Transition a procédé à l'intégration à titre exceptionnel de plusieurs dizaines de personnes vivant avec handicap. Il s'agit d'une décision souveraine du gouvernement prise par le Premier ministre, sur instruction du Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA, d'intégrer à titre exceptionnel 70 personnes vivant avec handicap dans la fonction publique dont une première vague avait fait déjà l'objet d'intégration. C'est dans ce que cadre et pour maintenir la continuité de l'État dans le respect de ses engagements, et rétablir l'équité, que le Gouvernement de Transition a consenti à l'intégration des 41 personnes restantes.

Vers la normalisation de la rentrée scolaire

Malgré le contexte défavorable, les acteurs et les partenaires de l'école ont tenu le pari d'organiser les examens de fin d'année réussis dans des délais très courts, avec la quiétude et la sérénité requises.

Grâce à une initiative personnelle du Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, le gouvernement à travers le ministère de l'Éducation nationale a pu réhabiliter 2 000 salles de classe à travers tout le pays.

Face aux défis du changement climatique, le gouvernement, à travers le ministère de l'Éducation nationale, a lancé le Programme de reboisement « un élève, un arbre » dans toutes les écoles du Mali. Cette initiative salubre se veut aussi un écho à la participation de notre pays au Sommet de Glasgow sur le changement climatique (COP26).

En dépit de nombreux obstacles, les perspectives sont heureuses pour notre système éducatif. Le pays achemine vers un retour à une année scolaire normale qui débutera le 1er octobre 2022. Ce qui sera une grande première depuis plusieurs années.

Renforcement des plateaux techniques

Pour renforcer le plateau technique des hôpitaux et centres de santé, le gouvernement de la Transition a entrepris :

- Équipement de 15 CSCOM ;
- Des équipements d'imagerie médicale ont été réceptionnés au CHU POINT G, à l'Hôpital de dermatologie de Bamako, au CNOS ;
- Équipement partiel du service d'urgence et de réanimation de Gabriel TOURE et complet de celui du Point G dont l'ouverture a eu lieu le 23 décembre 2021 ;
- Acquisition de véhicules pour les supervisions, des ambulances dont certaines médicalisées, de motos pour stratégie avancée, de motos ambulances pour les CSCOM et de groupes électrogènes ;
- Renforcement de la capacité de la chaîne de froid par l'acquisition de camions utilitaires pour la distribution de vaccins et consommables, de matériels ultra-froids pour la conservation des vaccins covid-19 et de réfrigérateurs (électriques et solaires).

5 milliards pour assurer l'approvisionnement en médicament

Le Gouvernement de Transition a consenti à prendre en charge les arriérés de la PPM, dont une partie est en cours de paiement (environ 5 milliards sur 11 milliards FCFA).

Le Ministère de la Santé et du Développement Social (MSDS) poursuit les échanges avec le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) pour trouver une solution définitive (à l'issue d'un audit desdits arriérés).

En attendant, le Ministère de la Santé et du

Développement Social (MSDS) assure que toutes les dispositions sont prises pour assurer l'approvisionnement régulier du pays en médicaments.

Embargo : plus de 66 milliards de manque à gagner pour assurer l'approvisionnement du pays

Pour continuer à assurer l'approvisionnement régulier du pays en denrées de première nécessité à travers l'adoption de mesures d'atténuation des prix sur le marché, suite à l'embargo injuste de la CEDEAO, le gouvernement de la Transition, à travers le Ministère du Commerce et de l'Industrie, a diversifié les ports d'approvisionnement de notre pays (Guinée, Mauritanie, Algérie, etc.).

Outre la suspension des exportations (graine de coton, tourteau de coton, riz local, mil, maïs, sorgho), le gouvernement a maintenu et renforcé les subventions sous forme de réduction de 50% de la base taxable à l'importation du riz, du sucre et de l'huile alimentaire. Toutes choses qui engendrent 15 milliards de manque à gagner pour l'État.

La Suspension du paiement de la TVA sur la graine de coton a occasionné un manque à gagner de l'ordre de 6 milliards au trésor public et le maintien des avantages fiscaux quant à l'importation du blé a engendré 45 milliards de manque à gagner.

Plus de 160 milliards d'investissement attendus

Depuis sa mise en place le 11 juin 2021, le gouvernement à travers le Ministère du Commerce et de l'Industrie, en matière de création et d'accompagnement de Petites et Moyennes Entreprises (PME), a procédé à la :

- Création de 15 111 entreprises au Guichet unique de juin 2021 au 11 mai 2022 ;
- Octroi d'agrément à 80 dossiers au Code des Investissements pour un investissement attendu de 162 828 315 772 FCFA et 2 517 emplois, prévisionnels.

580 femmes formées

Du 11 juin 2021 à nos jours, le gouvernement a renforcé des capacités de :

- (580) femmes et 100 autres dans le business plan élaboré avec l'appui de l'ONU-Femmes ;

- (50) entreprises féminines à Ségou et Sikasso et 360 entreprises de femmes à Mopti avec l'appui de ONU FEMME et de l'UNCD ;
- (50) femmes qui ont bénéficié d'une formation en marketing digital avec l'appui de la Banque Mondiale.

Plus de 84.307 personnes rapatriées et plus de 300 tonnes de céréales distribués

Depuis sa mise en place en juin 2021, le gouvernement de Transition a procédé au lancement du Projet pilote d'Insertion sociale et économique des Personnes Déplacées internes, Rapatriés et Réfugiés de la ville de Gao (village Espoir), pour un coût total de plus d'un milliard six cent millions de francs CFA (1,6 milliards FCFA).

Pendant la même période, il a assisté 3.359 migrants au retour volontaire ou forcé. Cette assistance a consisté à l'accueil, l'enregistrement, l'alimentation et le paiement de frais de transport pour le retour au village d'origine pour un coût total de 40 308 000 FCFA. Le gouvernement à travers le Ministère délégué chargé de l'Action humanitaire, de la Solidarité, des Réfugiés et des Déplacés a aidé au retour volontaire de 51.626 personnes déplacées internes dans leurs localités d'origine principalement dans les régions de Gao, Tombouctou, Ménaka et Mopti, à l'appareillage de 118 personnes handicapées (60 fauteuils roulants, 48 tricycles à moteur, 10 tricycles à pédales).

Durant la même période, le Ministère a procédé à la distribution de 128 tonnes de riz et 169 tonnes de mil alimentaire aux déplacés et aux personnes vulnérables et à la donation de 10 tonnes de riz aux veuves et orphelins des militaires et paramilitaires des FAMA suivi d'une rupture de jeun. Coût total de l'opération : 12 millions de francs CFA.

Au total, le Gouvernement a rapatrié 84.307 personnes sur un total de 162.921 de juin 2021 à juin 2022. Au cours de la même période, 51.042 déplacés internes sur un total de 362.907 sont retournés chez eux.

LA REDACTION
Source : Info-Matin

Dr Choguel Kokalla Maïga : « Mon bilan »

Samedi 11 juin 2022 sur sa première bougie. L'occasion a été saisie par le Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga en présence de son équipe d'esquisser le bilan des actions qu'il a mené au gouvernail du pays. C'était à l'occasion d'une conférence de presse organisée au Centre International de Conférences de Bamako (CICB) devant un parterre d'invités de marque, de confrères de la presse publique et privée.



C'est un Choguel Kokalla Maïga, rompu à la rhétorique et à l'art oratoire qui s'est prêtés durant plus de 4 heures d'horloge aux questions des journalistes en français et en bambara dans le cadre de Mali Kura Taasira qui avait vu déjà défilés sur le plateau de l'ORTM les 28 membres du gouvernement. L'exercice, a expliqué le Premier ministre, procède du devoir de redevabilité qui est la pierre angulaire de la refondation. Parce que la confiance placée en le gouvernement n'est pas un blanc-seing, eu égard à l'attente des populations qui reste grande. Ce devoir de redevabilité va de pair avec le devoir de réussir, celui de ne pas décevoir, et surtout le commandement résident de ne pas échouer : « interdit d'échouer ».

En une année de mise en pratique, la gouvernance de rupture et d'exemplarité, gouverner

par l'exemple, comme l'a expliqué le Premier ministre, a-t-il été un succès, un succès story ou un cauchemar pour les Maliens ?

Selon le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, l'obligation de rendre compte de ce qui a été fait en leur nom est un devoir pour demeurer en phase avec ces millions de Maliens qui ont cru et continuent de croire en l'absolue nécessité de la refondation de notre système politique, institutionnelle, et en la façon dont le pays est gouverné jusqu'ici. Face aux journalistes, qui n'ont pas fait dans beaucoup de générosité, le Premier ministre a été prolix sur les relations entre le Mali et la CEDEAO, la durée de la Transition fixée désormais à 24 mois, la montée en puissance des FAMa, la gestion de l'embargo au plan économique et social, la campagne agricole...

Mali-CEDEAO

Évoquant la crise entre notre pays et la CEDEAO, le Premier ministre a expliqué que le Mali n'est l'ennemi de personne et souhaite entretenir des relations de bon voisinage et de coopération avec tous les pays du Monde dans le strict respect de sa souveraineté et de ses intérêts supérieurs.

Le Mali a été ouvert à la CEDEAO et disponible pour le dialogue en vue de trouver un compromis avec les frères africains. Durant des mois les autorités de la Transition, notamment le président de la transition, ont gardé le contact des chefs d'État de la CEDEAO, reçu et discuté avec le médiateur Goodluck. À la veille du sommet d'Accra du 4 juin, un accord avait été trouvé avec le Médiateur qui a fait son devoir en faisant le rapport à la conférence des chefs

d'État. À la dernière minute, la CEDEAO, explique le Premier ministre, s'est rebiffée estimant qu'elle voudrait plus de détails alors même qu'on s'était accordé sur les 24 mois. Las de continuer à jouer cette commedia dell'arte, les autorités de la transition soucieuse des attentes et des aspirations légitimes du peuple malien qui ne souhaite se laisser enfermer dans une guerre d'usure et être victime d'un supplice de Tantale, ont décidé d'officialiser le terme de l'accord obtenu dont la CEDEAO a préféré différer la publication au 3 juillet prochain.

Sans fermer la porte à tout compromis avec la CEDEAO, le Premier ministre estime que le Mali a décidé de poursuivre souverainement la mise œuvre de la refondation et des réformes essentielles qui seront les sous-bassement du Mali-Kura. Espérant que tous les acteurs de tous les bords auront en partage le Mali comme ambition et objectif ultime, le Dr Choguel Kokalla Maïga explique que le souhait des autorités de la transition c'est de passer le relais aux nouvelles autorités élues en toute transparence au terme du délai convenu dans un Mali Kura apaisé, sécurisé, souverain et réconcilié avec lui-même et ses voisins.

Aussi, le Premier ministre a assuré que le gouvernement n'a pas de problème avec le chronogramme qui est établi dont le contenu peut être rendu public à tout moment. « On peut même le publier dans une semaine avant le sommet du 3 juillet si le président de la Transition le souhaitait », a affirmé Choguel Kokalla MAIGA.

Lâchage de la communauté internationale

La question est revenue comme une redondante : comment avec les sanctions les autorités font-elles pour faire face à l'équipement de l'armée, à l'effort de guerre ? Où trouvent-elles de l'argent ?

Très pédagogue, le Premier ministre a évacué la question en disant qu'il aurait voulu voir les journalistes curieux de savoir comment le gouvernement a-t-il fait en période d'embargo et en pleine guerre contre le terrorisme pour augmenter les salaires de 204 milliards de FCFA. En effet, lors de son passage dans l'émission Mali Kura Taasira, le ministre de l'Économie et des Finances, Alousseini Sanou, a rassuré les fonctionnaires et tous les Maliens : « Les sa-

lares seront toujours payés inshallah, il n'y a aucun souci. L'État a les moyens, les ressources suffisantes, les ressorts solides et suffisants pour continuer de payer tant que faire que peu, il n'y a aucun souci pour les salaires ».

Louant l'esprit d'anticipation, de suite et de logique de son ministre de l'Économie et des Finances, le Dr Choguel Kokalla Maïga a salué tous les membres du gouvernement, toutes les institutions et les cadres pour les sacrifices consentis en matière de réduction du train de vie de l'État qui a permis de faire une économie d'échelle de plus de 100 milliards FCFA.

Sur les 101 milliards FCFA économisés, nous avons alloué 71 milliards FCFA au Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, 5 milliards FCFA à l'entretien routier, vous constaterez un peu partout l'entretien routier qui se fait, 5 milliards FCFA à la réhabilitation des écoles, 4,7 milliards FCFA pour accompagner le Ministère de la Santé dans le relèvement du plateau technique de certains CSCOM, on a mis 5 milliards FCFA au niveau de l'assainissement et au sport et 10 milliards FCFA ont été alloués aux dépenses sociales. Voilà à peu près comment les 101 milliards FCFA ont été dépensés.

Pour juguler la crise et stabiliser le pays, a expliqué le Dr Choguel Kokalla Maïga, le gouvernement a fait le choix stratégique de redresser la santé économique et financière de la filière coton qui fait vivre plus de 4 millions de Maliens directement et à travers toutes les chaînes de valeurs de la filière coton (secteur des transports, des hydrocarbures, les huileries, les savonneries, les transports, l'élevage). Il fallait faire face aux impayés (87,5 milliards FCFA), inciter les producteurs en offrant un prix jusqu'ici jamais égalé et maintenir les subventions (17 milliards).

Relation Mali-Russie

Ce que la diplomatie de la refondation appelle par euphémisme « diversification du partenariat stratégique », pour ne pas parler clairement de l'accord avec les Russes de Wagner d'appuyer les FAMA après l'abandon en plein vol des Français, était aussi au centre de la curiosité des confrères. Avec beaucoup de langue de bois.

L'historique est connu, et s'enseigne dans tous

les grins acquis à la Transition de Bamako. En effet, après la suspension unilatérale le jeudi 3 juin 2021 de sa coopération militaire par la France avec notre pays « à titre conservatoire et temporaire », le Mali a décidé de procéder à une réorganisation stratégique de ses forces armées (FAMA), à une adaptation opérationnelle et à la recherche de nouveaux partenariats fiables basés sur le respect mutuel et le respect strict de la souveraineté du Mali, a indiqué le Premier ministre. C'est après ce lâchage en plein vol, poursuit-il, que le Mali s'est retourné vers la Russie. Et on ne peut pas dire aujourd'hui qu'on regrette ce choix.

Les résultats de la coopération opérationnelle sur le terrain avec Wagner sont éloquentes.

Expliquant la montée en puissance de l'armée, sur le plateau de Mali Kura Taasira, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara, disait « hier nos emprises militaires subissaient des attaques occasionnant des pertes dans les rangs de nos forces de défense et de sécurité (FDS), nos villages étaient détruits par terrorisme, l'émoi était au sein de nos populations qui se sentaient sans défense. Car les ripostes n'étaient pas à hauteur de souhait, nos forces étant dépendantes en termes d'appui aérien, d'évacuation sanitaire et même souvent de logistique des partenaires.

Aujourd'hui, grâce à la volonté et à la détermination des plus hautes autorités, avec l'intensification du recrutement, l'acquisition de nouveaux équipements dont le renforcement des vecteurs aériens, la formation, l'entraînement et la valorisation de la condition militaire, les Forces armées maliennes (FAMA) peuvent mener des opérations aéroportées, des évacuations sanitaires, diverses actions opérationnelles en toute autonomie.

C'est pourquoi nous pouvons affirmer que les Forces armées maliennes (FAMA) détiennent désormais l'initiative des actions. Maintenant, grâce à leur montée en puissance ce sont les Forces armées maliennes (FAMA) qui attaquent les terroristes jusque dans leurs sanctuaires». Pour exercer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire, l'État malien s'emploie à redéployer l'administration et les services sociaux de base dans les zones reprises par les Forces armées maliennes. Toutefois, le gouvernement ne veut pas d'un retour dans les mêmes formes et nature que par le passé, avait expliqué le ministre de l'Administration Territoriale

et de la Décentralisation dans l'émission Mali Kura taasira.

Le Gouvernement a redéployé les membres du corps préfectoral civil dans des zones peu sécurisées pour les remplacer par du personnel militaire qui a ainsi l'obligation d'assurer la présence de l'État, y compris en étant dans des camps FAMA, lorsque les infrastructures ont été détruites par les terroristes ou lorsque, la situation sécuritaire ne leur permet pas d'occuper les bureaux de la préfecture ou de la sous-préfecture.

Face à la presse, ce samedi, le Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga a révélé qu'en dépit de toute la désinformation des officines qui se sont donné comme mission de dépeindre tout en noir dans notre pays, aujourd'hui tous les postes de gouverneurs sont pourvus ; 99% des postes de préfet sont pourvus et seuls soixante-six (66) postes de sous-préfets, sur un nombre total de trois cent trente postes (330), demeurent vacants (soit 80% d'occupation).

Afin de rapprocher les services de sécurité des populations et de permettre le retour de l'administration et des services sociaux de base, le gouvernement depuis sa formation le 11 juin 2021 à ce jour a procédé à un large maillage sécuritaire très efficace.

Il a dans ce cadre à travers le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC) réalisé depuis le 11 juin 2021 entre autres :

- Treize (13) Commissariats (Koulikoro-2, Diéma, Douentza, Koro, Bankass, Nianfunké, Goundam, Djenné, Sirakoro, Kayes 2, Kignan, Bourem, 1008 logements) ;

- Quarante-trois (43) Postes de Sécurité (41 à Bamako, 1 à Koulikoro-Tanabougou, 1 Poste de Police Frontalier à Benena) ;

- Cinq (05) Groupements mobiles de Sécurité (Kayes, Sikasso, San, Koutiala, Rive droite) ;

En clair, il a expliqué que ce qui est en jeu entre le Mali et la France n'engage nullement les deux peuples. Et le Mali n'est pas contre le peuple français, mais contre la politique des dirigeants français.

« Après Algérie, la communauté malienne est la 2e communauté la plus forte en France. Leur contribution est plus importante que l'aide au développement », a-t-il affirmé.

Conférence sociale et pacte de stabilité

En arrivant aux affaires le 11 juin 2021, le gouvernement dirigé par le Dr Choguel Kokalla Maïga a trouvé sur sa table plus de 102 préavis de grève déposés par les 70 syndicats (21 syndicats non affiliés et 49 regroupés au sein 4 centrales) que compte le pays.

En dépit de cette forte pression sociale, explique le Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga, le gouvernement a pu réaliser outre l'uniformisation de la grille salariale, l'intégration à titre exceptionnel de personnes vivant avec un handicap.

Sur instruction du président de la Transition qui tient à l'apaisement du front social comme à la prunelle de ses yeux, le Premier ministre, Choguel Kokalla MAÏGA, a expliqué qu'en vue de parvenir à un pacte de stabilité sociale et de croissance, conformément aux engagements qu'il a pris dans son programme d'actions (PAG 2021-2021), le gouvernement de la Transition se propose de tenir bientôt une Conférence sociale avec tous les partenaires du monde du travail sans plus de précisions.

Cette conférence sociale est organisée dans le but de mettre en place des mécanismes de prévention et de gestion des conflits collectifs dans le monde du travail ainsi que de bâtir un écosystème concerté et durable afin de trouver des réponses pérennes aux véritables préoccupations des travailleurs du Mali sur les principes d'Équité et de Justice.

Cette conférence sociale devrait aboutir à la mise en place d'un Conseil national du dialogue social (CNDS), dont les avant-projets des textes de création ont été validés avec l'ensemble des représentants des partenaires sociaux lors de l'Atelier préparatoire sur la Gestion des conflits collectifs.

Le Chef du Gouvernement a vivement salué le patriotisme des partenaires sociaux qui ont librement décidé d'arrêter tout mouvement de grève et de surseoir à tout dépôt de préavis ou de cahier de doléances, au nom de l'unité nationale et de la sauvegarde de la souveraineté de notre pays.

Le Premier ministre a tenu donc à adresser ses vifs et sincères remerciements aux syndicats de tous les ordres et de tous les secteurs pour leurs actes combien patriotiques.

Notons que la décision des syndicats date de bien avant la sollicitation du Gouvernement, adressée aux organisations syndicales des travailleurs, en toute humilité, demandant une trêve sociale pendant le temps que vont durer

les sanctions jugées illégales, injustes et inhumaines pour notre pays.

Approvisionnement du pays

Face à l'embargo injuste qui frappe le pays depuis 5 mois, pour continuer à assurer l'approvisionnement régulier du pays en denrées de première nécessité et l'adoption de mesures d'atténuation des prix sur le marché, le Dr Choguel Kokalla Maïga a expliqué que le gouvernement a procédé à la diversification des ports d'approvisionnement (Guinée, Mauritanie, Algérie, etc.), mais aussi à d'autres mesures comme :

- La Suspension des exportations (graine de coton, tourteau de coton, riz local, mil, maïs, sorgho) ;

- Les Subventions sous forme de réduction de 50% de la base taxable à l'importation du riz, du sucre et de l'huile alimentaire ;

- La Suspension du paiement de la TVA sur la graine de coton ;

- Maintien des avantages fiscaux à l'importation du blé.

Le Premier ministre a saisi l'opportunité pour saluer le patriotisme de nos opérateurs économiques et les remercier vivement pour les efforts et sacrifices qu'ils ont consentis pour approvisionner le pays, en renonçant à leurs marges, et maintenir à portée sociale le prix des denrées de première nécessité ; les moins chères dans la sous-région, vante-t-il.

Où en est-on avec la Refondation de l'État ?

C'est en substance la question d'un confrère au Premier ministre. En réponse celui-ci, il a rappelé qu'à quelques jours du 1er anniversaire de la mise en place du gouvernement de la rectification, le conseil des ministres a approuvé, le mercredi 1er juin 2022, le Cadre Stratégique de la Refondation de l'État et son plan d'Action 2022-2026.

De quoi s'agit-il ? Les autorités de la Transition se sont engagées dans une œuvre de refondation de l'État à instaurer une gouvernance vertueuse, bâtir des institutions légitimes et reconstruire l'Homme malien de type nouveau incarnant les valeurs sociétales et républicaines. La Stratégie de la Refondation de l'État adoptée est initiée dans ce cadre.

L'objectif général du Cadre Stratégique de la

Refondation de l'État est d'assurer un véritable processus de la refondation du Mali à travers la mise en œuvre des recommandations des Assises nationales de la Refondation de l'État. La mise en œuvre du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État qui est articulé sur la priorisation des actions réalisables à court, moyen et long terme fera l'objet d'un suivi permanent et d'une évaluation régulière.

Le Premier ministre estime qu'à ce stade l'émergence du Mali-Kura est irréversible. C'est pourquoi, encouragé et soutenu par les populations qui perçoivent la pertinence de la vision et les dividendes du chantier entamé, il explique que le gouvernement travaille à finaliser les actions en cours de réalisation liée notamment à la rationalisation des structures administratives et institutionnelles ; à l'élaboration du Programme national d'Éducation aux Valeurs ; à l'élaboration de la Stratégie nationale garantissant la dépolitisation de l'Administration ; à l'élaboration de la Stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ; à la réalisation de l'audit des autres Institutions de la République.

Profitant de cette question, le Premier ministre a abordé le sujet de la révision constitutionnelle dont l'initiative appartient au président de la Transition et du Conseil National de Transition. Pour lui, il les appartient de prendre une décision sur la révision constitutionnelle tant réclamée pour corriger des lacunes de la loi, mais le processus n'est jamais arrivé à terme à cause des contestations.

Quant à la réforme électorale, Choguel Kokalla MAIGA a indiqué que le processus est très avancé au Conseil National de Transition. Ceux qui ont refusé l'inclusivité avec le gouvernement ont accepté le jeu démocratique au sein de l'organe législatif de la Transition en apportant leurs observations sur le projet de loi.

Lutte contre la Corruption

On n'aurait pas été complet dans cette confé-

rence de presse si on n'avait pas parlé de justice et de lutte contre la corruption. Interpellé sur les enquêtes sur les tueries et exactions des 10, 11 et 12 juillet 2020 suite aux manifestations des 10, 11 et 12 juillet 2020, organisées par le M5-RFP à Bamako, Kayes et Sikasso, le Dr Choguel a expliqué que le temps de la justice n'est pas celui des politiques et du citoyen lambda. Le Premier ministre a rassuré sur la volonté de son gouvernement de suivre l'affaire comme le lait sur le feu. Les procédures suivent régulièrement leur cours. Le gouvernement, a-t-il dit, les forces du changement et l'ensemble de la Nation suivent particulièrement ce dossier comme celui de la lutte contre la corruption. Car, il est de l'honneur de tous que justice soit rendue aux martyrs des 10, 11 et 12 juillet 2020 et que le Mali Kura se traduise par une rupture avec le passé.

Résilience face à l'embargo

Le gouvernement de la rectification est né et a évolué dans un contexte de forte hostilité et inimitié. Abandonnés par les partenaires français, puis européens, dans la lutte contre le terrorisme, le Dr Choguel Kokalla Maïga et son équipe étaient obligés de diversifier leur partenariat stratégique. Sans aucun appui budgétaire général, et soumis à des sanctions illégitimes et injustes de ses voisins immédiats de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le gouvernement d'un pays continental de 25 millions d'habitants, sans aucun accès à la Mer, désormais coupé de ses sources d'approvisionnement naturelles allait malgré tout tenir bon une année durant contre vents et marées en déviant toutes les prévisions pessimistes.

Des économistes de renom avaient donné deux semaines à notre pays pour s'effondrer suite à l'embargo décrété par la CEDEAO. Cinq (5) mois après, l'économie tourne toujours, les salaires sont payés régulièrement, l'État fait face à ses engagements. Le gouvernement a pu

mobiliser 204 milliards au titre de l'harmonisation des salaires, rehausser les subventions à la production (intrants), à la consommation, maintenir à un niveau acceptable le prix de certaines denrées de première nécessité ainsi que celui des hydrocarbures.

La montée en puissance des Forces armées maliennes (FAMA) et l'opiniâtreté des plus hautes autorités dans la défense de la souveraineté, la restauration de l'intégrité territoriale et de la sécurité, la préservation du bien-être, de la liberté, de l'honneur et de la dignité des Maliens ainsi que de leurs aspirations les plus légitimes sont indéniables. Tout ceci ne saurait cependant occulter l'évocation d'autres actions du gouvernement qui méritent d'être soulignées et saluées : telles que la rénovation des salles de classe vétustes (2000 à travers tout le territoire national) et le renforcement du plateau technique de nos hôpitaux et centres de santé grâce au président de la Transition le Colonel Assimi Goïta qui a renoncé aux deux tiers de ses fonds de souveraineté.

Le gouvernement fait preuve de réalisme. Les tensions enregistrées sur les marchés internationaux dont les répercussions se ressentent dans tous les pays du monde ne lui font pas perdre de vue les efforts à déployer pour densifier le maillage sécuritaire, pourvoir à l'approvisionnement correct des marchés et continuer aussi à assurer les subventions du monde rural (agriculture, élevage et pêche).

Le gouvernement que j'ai l'honneur de diriger a toutefois conscience de n'avoir pas tout réussi en si peu de temps.

Le Mali est cependant perçu aujourd'hui comme un symbole, le symbole du nouveau visage du panafricanisme. Il est la fierté de tous ceux qui luttent pour leur dignité, leur souveraineté et leur indépendance, a conclu le Premier ministre.

PAR SIKOU BAH
Source : Info-Matin



Métier d'apprenti chauffeur : 24 heures chrono avec Modibo Coulibaly

Un apprenti chauffeur ou assistant chauffeur est une personne qui apprend à conduire un véhicule en attendant d'être en possession d'un permis de conduire. En outre, il aide le chauffeur dans l'accomplissement de son travail.

Au Mali, le moyen de transport commun le moins cher et le plus répandu est la « Sotrama ». Reconnu par sa couleur verte, ces véhicules font la navette entre les différentes communes de la capitale malienne.

Identifiés par leur accoutrement, leur coupe de cheveux assez remarquable, par leur accent particulier, les apprentis chauffeurs de Sotrama ne passent jamais inaperçus partout à Bamako. Modibo Coulibaly, âgé de 20 ans, est un jeune apprenti chauffeur de sotrama dans la ville de Bamako, principalement sur le tronçon ATTbougou 759 Logement. Après avoir abandonné les classes dans son village natal, il décide de venir à Bamako pour être apprenti chauffeur dans le but d'avoir son permis de conduire et une sotrama à conduire.

Modibo Coulibaly nous raconte son parcours : « Je suis devenu apprenti chauffeur de so-

trama par manque de travail, car j'ai arrêté l'école en classe de 6ème année. Dès mon arrivée à Bamako en 2020, par le biais d'un ami du village, j'ai pu être apprenti chauffeur. »

Et notre apprenti poursuivre : « Tous les jours, nous parcourons Bamako, de 5 heures à 21 heures. Un apprenti ne doit pas être mou. Notre travail demande plus d'énergie. C'est très difficile. Il faut appeler les clients avec une grande ferveur et tenir bon sur pied tout au long de la journée. Pour être dans le milieu il est nécessaire d'adopter un certain nombre de comportement pour être un bon apprenti. Nous avons notre propre langage, nos propres jargons et des fois nous-mêmes sincèrement nous savons que nous exagérons avec les clients. Mais c'est notre travail et le milieu y oblige, donc on fait avec. »

Par ailleurs, il reconnaît qu'un apprenti chauffeur a de nombreux problèmes de monnaie,

qu'il subit des injures quand il dépasse les points de descente de ses clients. Notre apprenti nous confie également que le prix du transport dépend du quartier. Il précise aussi que le paiement est fait à la fin de chaque journée. Ainsi, après le retrait de la recette, ils se partagent le reste de l'argent avec le patron.

Ce métier d'apprenti chauffeur Sotrama a ses avantages mais aussi ses inconvénients, dira notre interlocuteur. « On peut citer comme inconvénients parmi tant d'autres le comportement particulièrement désagréable des apprentis vis-à-vis des passagers, la consommation des stupéfiants, les agressions et même la mort. Les avantages sont vraiment peu dans ce métier pour dire que ça n'existe pas ».

Pour sa part, Toumani Koné, patron de Modibo Coulibaly est clair : « Les apprentis chauffeurs sont tous pareils. Mais Coulibaly connaît et sait faire son travail. Moi, je ne tolère pas certaines choses. Quand je vois un apprenti fumer de la cigarette ou prendre du café noir mélangé à des excitants, je lui dis de chercher un autre patron. Heureusement, Modibo ne fait pas cela ». Rappelons que ces jeunes apprentis chauffeurs sont traités de délinquants, de grands consommateurs d'excitants.

Hawa Traoré
Source : Le SOFT



Africa CEO Forum à Abidjan : Le Chef de l'Etat a assisté à un Panel présidentiel



Le Président de la République, S.E.M. Alassane OUATTARA, a assisté, ce mardi 14 juin 2022, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, à un Panel présidentiel dans le cadre de l'Africa CEO Forum, co-animé par les Présidents du Sénégal, S.E.M. Macky SALL, et du Niger, S.E.M. Mohamed BAZOUM, ainsi que le Vice-président de la République, S.E.M. Tiémoko Meyliet KONE.

Ce Panel de haut niveau, qui a marqué la clôture de la 8^e édition de l'Africa CEO Forum, a porté sur la crise alimentaire, les changements climatiques et les questions sécuritaires, notamment la lutte contre le terrorisme.

Les participants ont proposé des solutions à ces différents défis tels que l'autosuffisance alimentaire, la production d'énergies renouvelables, la bonne gouvernance des Etats, le renforcement des capacités de nos Armées et le soutien de la communauté internationale au continent africain.

Plus spécifiquement, le Vice-président Tiémoko Meyliet KONE, intervenant au nom du Président Alassane OUATTARA, a relevé les mesures prises par le Gouvernement pour faire face à la crise alimentaire et à l'inflation. Il s'agit, notamment, du plafonnement des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers, d'une meilleure gestion budgétaire,

de la réduction du train de vie de l'Etat, d'une meilleure maîtrise des facteurs de production des cultures vivrières et de la mise en œuvre d'une politique d'autosuffisance alimentaire. Notons qu'au cours de l'Africa CEO Forum, les participants ont lancé un appel à une collaboration plus accrue entre les secteurs privé et public pour une croissance économique plus soutenue, la transformation structurelle des économies africaines et la création d'emplois, notamment pour les jeunes.

Source : news.abidjan.net

Yewwi Askan Wi au Pr (Sénégal) : « Il n'a qu'à sortir par la petite porte car il ne peut plus sortir par la grande porte » (Cheikh Tidiane Youm)



La coalition Yewwi Askan Wi a tenu un point de presse, au siège du PRP pour dénoncer le Conseil constitutionnel qui continue de violer la loi L56. Elle annonce aussi compter maintenir sa manifestation, malgré l'arrêté du gouverneur de Dakar, suite à celle du CNRA.

Partager

Lors de ce face-à-face avec les journalistes, Cheikh Tidiane Youm a d'emblée donné le ton. Il est temps de dire « ça suffit », a-t-il indiqué. Cheikh Tidiane Youm d'accuser le président Macky Sall d'être un grand dictateur : « si on se laisse faire, on perdra le Sénégal, Macky Sall est animé pour avoir un 3ème mandat. Il

a tué la démocratie sénégalaise, la justice... il n'a qu'à sortir par la petite porte car il ne peut plus sortir par la grande porte... »

Pour Yewwi Askan Wi, il est temps d'agir avant que l'irréparable ne se produise. Cheikh Tidiane Youm appelle à la mobilisation tout en rappelant le but du rassemblement de ce vendredi 17 juin 2022, à la place de la nation. « Une manifestation d'information pacifique », dira-t-il.

« La coalition Yewwi Askan Wi est sur le terrain pour se battre, pas pour ses propres intérêts, mais plutôt l'intérêt de toute la population sénégalaise... nous devons retenir qu'avec ce président de la République, si nous le laissons

faire, le sénégalais pourra le payer cher », a encore déclaré le membre de la conférence des leaders de Yewwi Askan Wi.

Selon lui, la manifestation passée n'était qu'une démonstration de force, c'était une façon de lui montrer que les sénégalais ne veulent plus de lui. Mais, ce rassemblement est pour, Cheikh Tidiane Youm, un moyen d'assurer la destinée de la démocratie du Sénégal. Il est un rempart de défense des principes de la République...

Source : dakaractu.com

MERCATO : Les premiers mots de Tchouaméni sous le maillot du Real Madrid

Aurélien Tchouaméni était présenté devant la presse ce mardi, trois jours après l'officialisation de son transfert au Real Madrid. Le milieu international français a confié ses premières impressions, dans un bon espagnol.

Il a officiellement fait ses premiers pas au sein de la Casa Blanca. Trois jours après l'officialisation de son arrivée au Real Madrid en provenance de l'AS Monaco, Aurélien Tchouaméni était présenté à la presse ce mardi midi. Le milieu international français s'est pour la première fois exprimé publiquement depuis l'annonce de sa signature.

Toutes les infos et rumeurs mercato en direct "Je suis très content d'être ici pour commen-

cer mon histoire avec le Real Madrid, le meilleur club du monde, a confié le joueur de 22 ans formé aux Girondins de Bordeaux, en espagnol dans le texte. Je vais continuer à beaucoup travailler pour que le club gagne encore plus de titres. Hala Madrid!"

PEREZ: "L'UN DES MEILLEURS MILIEUX DE TERRAIN"

"Aujourd'hui arrive un footballeur magnifique, aujourd'hui nous accueillons l'un des meilleurs milieux de terrain. Aujourd'hui arrive Aurélien Tchouaméni", s'est de son côté félicité Florentino Perez.

IL PORTERA LE N°18

En fin de matinée, le club madrilène avait posté une photo de la visite médicale de l'ancien Monégasque. Son numéro avec Los Blancos, le 18, a également été officialisé. Une conférence de presse suit cette présentation rapide pour clore la journée du néo-Madrilène. **SUR LE MÊME SUJET**

- Mercato: le beau pactole que va toucher Bordeaux sur le transfert de Tchouaméni au Real

- Mercato:Tchouaméni dans le top 5 des joueurs français les plus chers avec son transfert au Real Madrid

Comme attendu et annoncé par RMC Sport depuis plusieurs semaines, Aurélien Tchouaméni s'est officiellement engagé avec le Real Madrid samedi dernier pour une durée de six ans. La transaction est estimée à plus de 100 millions d'euros, bonus compris.

Source : F. Ga





Bélier (21 mars - 19 avril)

Faites-vous confiance ! Votre évolution professionnelle se fait en douceur. Vous apprenez la patience. La journée favorise une réunion. Votre prise de parole est vivement attendue. Vos idées créatives aident les collaborateurs. Pensez à faire des pauses !

Les échanges avec vos amis créent des dépenses ! Vous pouvez craquer pour une séance shopping ! Une visite improvisée annonce une forte dépense. Il y a des tentations fortes ! Pour les contrer, raisonnez-vous. Ce n'est pas gagné, car vous aimez sortir !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Jupiter en Capricorne représentera un appui solide pour renforcer votre position. Vous en aurez bien besoin, car il sera question de négocier un changement ou d'obtenir ce que l'on vous aura promis depuis trop longtemps. Essayez de garder le contrôle.

Les planètes vous donneront un coup de main pour optimiser votre budget, histoire de vous autoriser quelques plaisirs ainsi qu'à la famille. Si vous avez besoin d'un prêt ou s'il vous faut combler un petit découvert, votre banquier sera conciliant.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Peu confiant en début de journée, vous reprenez du poil de la bête avant le début de l'après-midi. Remettre en question vos qualités professionnelles ne vous aide pas à franchir des caps ou des objectifs. Il faut relativiser, cher Gémeaux.

Si vous mettez de l'argent de côté depuis un petit moment, il est possible que vous deviez piocher dans vos économies pour une dépense imprévue (panne de voiture, réparations...). Heureusement, cette sortie d'argent n'impacte pas en rien votre budget.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous tenterez votre va-tout avec l'envie d'accélérer la cadence dans votre secteur d'activité. Si vous manquez de concentration, vous risquerez de bâcler certains dossiers. Vous vous en sortirez plutôt bien, car vous aurez l'art d'être partout à la fois.

Saturne vous parlera d'économies, mais vous en aurez assez de ses leçons de morale. Vous aurez envie de vous faire plaisir, et de profiter de cette manne financière imprévue. Vous l'écoutez quand même d'une oreille, en ne dépensant pas tous vos sous.



Lion (22 juillet - 23 août)

Il faut éviter la pagaille qui règne dans le service. On compte vraiment sur vous pour sortir de ce climat. Vos chefs peuvent appuyer votre rôle indispensable. Gare à l'hypocrisie, car la jalousie guette. Derrière les sourires, un collègue vous envie !

Attendez avant de faire des emplettes ! Stabilisez d'abord le budget. La trésorerie a pris un coup avec de récentes dépenses. Limitez les sorties. Elles sont un poste de dépenses important ! De la frustration est inévitable. Mais c'est pour la bonne cause !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous auriez dû vous en douter, mais vous ne verrez pas venir ces rumeurs détestables sur votre façon de travailler. Pas décidé à vous laisser marcher les pieds, vous irez au-devant de ce collègue, afin de vous expliquer pour qu'il revienne sur ses propos.

Ce sera en pleine conscience, en pleine connaissance de vos moyens financiers que vous assumerez vos dépenses. Elles ne seront pas certes prioritaires pour votre quotidien, mais elles vous feront plaisir, car vous aurez besoin de vous sentir bien.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une journée fatigante, mais constructive s'annonce dans le travail. On vous sollicite. Vos compétences et votre détermination séduisent. Si vous avez des décisions à prendre, les astres vous facilitent la tâche, tout devient plus facile.

Il y a de très belles éclaircies dans votre ciel financier. Cher natif, aujourd'hui il y a de quoi être rassuré, vous pouvez souffler et vous permettre quelques petits plaisirs sympathiques sans que vos comptes ne commencent à virer au rouge.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Ce que vous mettez en place rencontrera de beaux suffrages. Vous aurez les mains libres pour mener vos activités et personne ne mettra son grain de sel dans les tâches que vous aurez à traiter. Ce sentiment de liberté boostera votre créativité.

Vos sous auront l'art de fondre comme neige au Soleil ou plutôt de s'envoler de votre compte bancaire. Avec la Lune dans votre secteur d'argent, vous dépenserez votre argent au gré de vos humeurs et celles-ci seront dépensières sous cette configuration.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Une bonne complicité se fait sentir avec un collègue. Il peut vous appuyer pour gravir un échelon. La journée favorise une réunion. Elle vous donne l'opportunité de prendre la parole. Vos activités sont agréables. Une bonne organisation vous fait avancer !

Faites attention à ces achats peu chers. Ils font un trou dans le budget. Les dépenses portent sur les loisirs. Il faut prévoir les bonnes affaires. Les soldes de dernière minute sont envisagés. Il est possible que vous fantasmiez aussi sur vos achats !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

L'atmosphère se fera plus légère et même si vous subissez encore pas mal de pression dans votre secteur d'activité, tout le monde se serrera les coudes pour bosser dans la bonne humeur. Vous serez plus performant et vos bons résultats en témoigneront.

Ce petit coup de pouce pécuniaire surviendra à point nommé et vous remercerez qui de droit comme il se doit. Pour autant, vous ne crierez pas victoire, car vous aurez encore pas mal d'efforts à fournir pour redresser votre situation financière.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Si l'on s'attarde sur vos décisions, c'est qu'elles sont intéressantes, les débats sont ouverts. Vous prouvez une fois de plus à votre hiérarchie que vous êtes capable du meilleur. Plus les jours passent, plus vous gagnez en reconnaissance.

Les finances font grise mine aujourd'hui. Vous avez sûrement un peu trop tiré sur la corde. Aujourd'hui, les factures tombent, il faut les payer, si vous avez quelques soucis de paiement, trouvez un arrangement pour échelonner le règlement.



Poisson (19 février - 21 mars)

Au travail, vous poursuivrez votre route avec succès, mais avec moins de ferveur. Vous refuserez les situations de compétitions qui vous lasseront vite. Heureusement, vous parviendrez à évoluer dans votre activité sans frictions grâce à votre habileté.

Saturne rétrograde vous appellera à la sagesse et à la prudence du côté de vos finances. Vous n'aurez peut-être pas le choix. Même si vos revenus seront stables, vous ne pourrez vous permettre de faire des folies avant d'avoir soldé le passif.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23